

I'HUMANITÉ



Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,
UNISSEZ-VOUS !

rouge

I F Boite Postale 134, Paris-20°
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 20
JEUDI 10 JUILLET 1969

LE BUREAU CONFÉDÉRAL DE LA C.G.T. AU SECOURS DU GOUVERNEMENT

Dénonçons ces laquais de la bourgeoisie !

Benoît Frachon a rencontré Chaban-Delmas le 4 juillet à l'Hôtel Matignon. La délégation du Bureau Confédéral de la CGT qu'il conduisait comportait quatre hommes peu connus des travailleurs pour ce qu'ils sont réellement, non sur le plan personnel, mais sur le plan social essentiellement.

André Berteloot et René Buhl sont de singuliers représentants de la classe ouvrière. En effet, tous deux sont des fonctionnaires du cadre supérieur du ministère des Finances, ayant rangs de directeurs-adjoints. Leurs salaires mensuels sont de l'ordre de 3 500 à 4 000 francs, si l'on tient compte des diverses indemnités auxquelles ils ont droit. Ils perçoivent six fois plus que les agents de bureau des administrations dont ils sont issus. Tous deux ont d'ailleurs fait carrière dans la même branche : les contributions indirectes. Du point de vue idéologique, on peut préciser qu'ils se sont toujours situés à droite du Parti révisionniste, à mi-chemin entre la S.F.I.O. et le P.C.F. Jean-Louis Moynot est ingénieur, sorti des grandes écoles. Militant catholique, il serait devenu « marxiste » (à la mode bourgeoise bien entendu...). Sa vocation professionnelle en fait un collaborateur direct du patronat, il représente dans la direction de la C.G.T. les fameuses nouvelles couches d'ingénieurs et cadres, que subissent non sans colère, ni sans souffrance les ouvriers dans les usines.

Henri Krasucki enfin appartient à la vieille équipe révisionniste. Il a joué un rôle efficace dans l'ombre de Séguin, lors des entretiens de Grenelle. C'est lui qui contactait en coulisse le représentant de Pompidou, ce sous-secrétaire d'Etat nommé Chirac, ardent « gaulliste » issu des rangs du Parti révisionniste (ancien diffuseur de l'« Humanité-Dimanche »).

Cette délégation bien plus bourgeoise que prolétarienne a rencontré le Premier ministre non par suite d'une pression généralisée des travailleurs contraignant à la discussion gouvernement et patronat, mais sur son invitation. Elle lui a demandé « que tout soit fait pour ouvrir rapidement des discussions afin d'obtenir le rattrapage des salaires sur les prix » ! Elle lui a remis un « aide-mémoire » en 11 points, sans doute au cas où le chef du gouvernement oublierait qu'il y a en France à l'heure actuelle de graves problèmes sociaux !

A sa sortie de Matignon, la délégation C.G.T. a fait une déclaration par l'entremise de Benoît Frachon. Elle a tenu à souligner : « Le Premier ministre a suivi nos remarques avec beaucoup d'intérêt. Nous avons fait connaître, franchement, en toute clarté, tranquillement, ce que voulaient les salariés », concluant : « En bref, il faut donc comprendre qu'il s'agit de discussions que nous appelons

habituellement négociations. » C'était déjà clair, n'est-ce pas ? On ne négocie pas à partir d'une situation de luttes, mais simplement comme ça, au premier appel du Premier ministre mis en place par Pompidou !

Mais il y a mieux encore. Pour que les paroles de Frachon soient interprétées par le gouvernement, non comme une sommation au nom des travailleurs, mais comme un acte d'allégeance et de coopération sans ambiguïté, la direction de la C.G.T. a publié un communiqué supplémentaire dans « L'Humanité-révisionniste » du 5 juillet. Elle demande « à ses organisations de réclamer l'ouverture de discussions » et elle conclut « La C.G.T. est parfaitement consciente de la situation économique. Les revendications qu'elle soutient, loin de nuire à l'économie, sont de nature à favoriser son développement... »

La radio et la télévision ont accordé leurs ondes à ces messieurs avec diligence et complaisance.

Ainsi Frachon et ses complices ont-ils bien démontré qu'ils entendent avant tout « tranquillement, en toute clarté, et franchement » soutenir l'économie CAPITALISTE et même « favoriser son développement », c'est-à-dire favoriser l'exploitation de l'homme par l'homme !

On le savait déjà, mais c'est bien qu'ils l'aient relaté avec tant de cynisme. Ils ont ainsi permis aux marxistes-léninistes de s'emparer maintenant de leurs déclarations pour les commenter comme il se doit, dans les usines, sur les chantiers, dans les entreprises, partout où sont des travailleurs !

Lénine fustigeait en son temps les « incorrigibles leaders de l'opportunisme tels Jouhaux et Cie ».

Agissons de telle sorte que la classe ouvrière de notre pays, prenant chaque jour davantage conscience du rôle de collaboration de classes joué par les plus hauts dirigeants de la C.G.T., finisse par leur réserver le sort qu'ils méritent « en les déshonorant et en les chassant des syndicats » (conseil de Lénine).

Que le gouvernement réactionnaire de Chaban sache aussi une bonne fois pour toutes que ces dirigeants embourgeoisés ne sont pas les représentants authentiques des ouvriers français et immigrés et qu'ils sont démasqués par les travailleurs pour ce qu'ils sont : de plats valets des intérêts des banques, du patronat et des groupes monopolistes exploités.

Et que partout, dans l'unité à la base et dans l'action, se constituent des comités de base ou conseils ouvriers capables de préparer, d'organiser et de diriger les très grandes luttes de classes devenues indispensables.

ITALIE

Poussée révolutionnaire
des masses

Effondrement de la
Social-Démocratie

La politique du gouvernement « centre-gauche » au service des monopoles capitalistes connaît en Italie une opposition de plus en plus puissante de la part des masses populaires.

Les travailleurs, éclairés chaque jour davantage par le Parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste) débordent les bureaucrates syndicalistes et les dirigeants révisionnistes pour engager des luttes d'une ampleur et d'une dureté croissante.

Il y a quelques semaines, le mouvement populaire touchait les provinces du Sud ; les ouvriers agricoles victimes de la plus féroce exploitation se révoltaient et employaient la violence contre leurs « maîtres » et leurs protecteurs, les organes de répression de l'Etat capitaliste.

Aujourd'hui, ce sont les ouvriers des usines Fiat, à Turin et dans toutes les grandes villes du Nord, qui sont passés à l'action ; appuyés par des milliers d'étudiants, ils ont édifié des barricades et infligé de dures épreuves aux C.R.S. italiens. Le gouvernement a été contraint à démissionner. Le Parti « socialiste » de Nenni a éclaté en huit tendances !

Déjà, pour utiliser une ultime planche de salut, la bourgeoisie italienne sollicite ostensiblement le soutien des dirigeants du Parti « communiste » révisionniste.

En Italie comme en France s'impose une première constatation qui mérite une analyse approfondie : la poussée révolutionnaire des masses amène la disparition des vieilles sociales démocraties, mais les Partis révisionnistes prennent aussitôt leurs relais. Waldeck Rochet et le P.C.F. « récupèrent » les débris de la S.F.I.O. défunte, on a pu le constater en particulier sur le plan électoral, domaine de prédilection de tous ces opportunistes et traîtres au prolétariat.

Longo et le P.C.I. « récupèrent » l'influence du P.S.I. de Nenni et consorts et posent à leur tour leur candidature au pouvoir, sans pour autant envisager son remplacement par le socialisme et bien moins encore par la dictature du prolétariat.

L'été italien risque d'être surchauffé. Sous la direction du jeune mais très dynamique Parti marxiste-léniniste, les travailleurs italiens sauront poursuivre leurs efforts et porteront à la bourgeoisie capitaliste de nouveaux coups décisifs.

LISEZ, DIFFUSEZ

LE SUPPLEMENT
A CE NUMERO 20,
UNE BROCHURE DE
64 PAGES (1 F.).

SOMMAIRE

- L'impérialisme français en bonne position dans la course à l'effondrement total 5
- Le « Renmin Ribao » salue dans la Chine un pays socialiste sans dettes intérieures ni extérieures .. 27
- Démasquons l'impudence des anarcho-spontanéistes qui usurpent le drapeau de la pensée de Mao Tsé-toung 35
- L'impérialisme frappé au cœur par le mouvement de masse révolutionnaire 57

(Commande à notre boîte postale contre 1,70 F en timbres ou sur C.C.P.).

ROCKEFELLER : — « Richard, où m'enverrez-vous en mission d'information ? »
NIXON : — « Dans la lune à condition qu'il n'y ait personne pour y foutre le feu ».



« Nous vivons une nouvelle et grande époque de la révolution mondiale ».

MAO TSE-TOUNG.

BASTIONS SOCIALISTES

48^e ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS.

— Décidées à rejeter des idées telles que : « Notre œuvre est achevée », « La révolution est arrivée à son terme », les masses appliquent les toutes dernières directives du président Mao Tse-toung. « Certaines tâches de la grande révolution culturelle prolétarienne ne sont pas encore achevées, par exemple, la lutte-critique-réforme : il faut maintenant en poursuivre la réalisation. » « Chaque cellule doit procéder, en présence des masses, à une nouvelle consolidation. Celle-ci se fera avec la participation des masses et pas seulement de quelques membres du parti : les masses en dehors du parti assisteront aux réunions et donneront leur avis. »

— Le mouvement de consolidation du Parti de développement de l'esprit de Parti et de discipline prolétarienne se poursuit dans la lutte contre l'égoïsme, l'esprit de clan et de coterie, et le polycentrisme.

— Récolte de blé et de céréales sans précédent cette année.

• **ALBANIE.** — 8^e Session plénière du C.C. du Parti du Travail Albanais qui adopte une importante résolution sur la révolutionnarisation de l'enseignement.

ZONE DES TEMPÊTES

• **VIET-NAM.** — Les F.A.P.L. ont encore attaqué cette semaine plus d'une vingtaine de bases américaines, dont Ben Het.

— Depuis l'ouverture de la conférence de Paris (9 mai 1968), les Américains ont perdu en hommes la moitié de tout ce qu'ils avaient déjà perdu depuis le début de leur agression.

— 3 300^e avion américain abattu au-dessus de la R.D.V.N.

• **LAOS.** — Bilan de la saison sèche : (novembre 1968 - juin 1969), 12 000 soldats ennemis mis hors de combat. — 284 avions U.S. détruits. — 103 véhicules militaires hors de service.

• **THAÏLANDE.** — Nouvelles victoires de l'A.P.L. 7 avions mis hors de combat d'avril à juin.

• **MALAISIE.** — L'armée de libération nationale malaise a brisé la campagne d'encerclement menée contre elle par la clique Rahman-Razak, le long de la frontière thaïlandaise.

Au cours des 5 premiers mois de cette année, il y a eu plus de 200 soldats et policiers mis hors de combat, soit plus qu'au cours de l'année dernière.

— 1^{er} juillet : manifestations de Chinois et d'Indiens contre la politique raciale des réactionnaires malais à Kuala Lumpur. La police a tiré sur les manifestants : 5 morts.

• **CORÉE (SUD).** — Malgré la dictature fasciste et la répression sanglante de la police, des milliers d'étudiants, portraits de Mao Tse-toung en tête, manifestent. Plusieurs cars de police détruits, 300 policiers blessés.

• **MOYEN-ORIENT.** — El Fath fait sauter une voiture piégée dans le quartier résidentiel de Tel Aviv et sabote l'alimentation en électricité d'Eilat.

• **REGION D'ADEN.** — Dans les émirats toujours sous domination britannique et féodale, les guérilleros ont depuis mai anéanti une centaine de soldats britanniques ou fantoches, abattu plusieurs avions, détruit ou pris une grande quantité de matériel.

FONDATION DU PARTI COMMUNISTE INDIEN (MARXISTE-LENINISTE).

— 22 avril 1969, jour-anniversaire de la naissance de Lénine, a été fondé le Parti Communiste Indien (marxiste-léniniste), Parti Révolutionnaire basé sur la pensée de Mao Tse-toung.

Il y a plus de deux ans, les révolutionnaires indiens, suivant la voie indiquée par le président Mao, allumaient les flammes de la lutte armée dans le district de Naxalbari, tandis que les révisionnistes du Parti « Communiste » Indien (soi-disant « marxiste ») arrivés au pouvoir par la voie pacifique et parlementaire dans les Etats du Kerala et du Bengale occidental, réprimaient par les armes des mouvements ouvriers et paysans.

Depuis deux ans sous la direction des marxistes-léninistes la lutte armée s'est développée de manière très rapide. L'unification des marxistes-léninistes dans le Parti Communiste marxiste-léniniste est une grande victoire et annonce la défaite des impérialistes bourgeois-bureaucrates et compradores, en Inde. (Nous publierons prochainement de larges extraits de la résolution politique adoptée lors de la fondation du Parti.)

— 13 et 14 avril. — Réunion des jeunes et des étudiants révolutionnaires du Bengale occidental en vue de la création d'une organisation de jeunesse unifiée au niveau de l'état. La réunion s'est terminée par une manifestation contre le consulat révisionniste soviétique l'officine locale du C.I.A.

— New Delhi : les ouvriers d'une usine mettent le feu au bâtiment administratif et sèquestrent le directeur, un officier de police et les chefs de service, protestant contre la réduction de leur salaire.

• RADIO-PEKIN

de 19 h 30 à 20 h 30 ;
de 20 h 30 à 21 h 30 ;
de 21 h 30 à 22 h 30 ;
de 22 h 30 à 23 h 30 ;

sur 30 m, 32 m, 42 m et 45 m.

• RADIO-TIRANA

sur 31 et 42 m,
à 6 h, 15 h 30, 17 h, 19 h, 20 h ;
sur 31, 42 et 215 m
à 22 h ;

sur 31 et 451 m
à 22 h 30
(Emissions d'une demi-heure).

RADIOS

HON DAT

Ce roman, Prix de Littérature et d'Art du Sud-Vietnam, retrace la lutte héroïque d'un village du Sud-Vietnam contre un énorme « ratissage » américain fantôme. Il nous montre de façon vivante et concrète le rôle du parti révolutionnaire, les liens profonds de la lutte politique et militaire. Il illustre la volonté inébranlable de tout un peuple, forgée dans les souffrances et la répression. Il traduit sur un exemple concret les grands principes théoriques de la guerre populaire.

8 F. franco de port.
(Au Centre Information Viet-Nam,
17, rue du Sentier, Paris 2^e).

CONTRE L'ARRESTATION DE TROIS AFRICAINS

A Saint-Denis, au foyer géré par l'Association pour l'aide sociale aux travailleurs africains, 43, rue Pinel, l'ensemble des travailleurs refuse de payer leur loyer.

Et parce qu'ils réclament de meilleures conditions d'hébergement, ils sont traqués par les services policiers de M. Marcellin ; trois Africains sont arrêtés à leur sortie de travail, à la porte des entreprises où ils sont durement exploités.

Un travailleur africain est incarcéré à la prison de Fresnes depuis le 23 juin, quant aux deux autres travailleurs arrêtés respectivement le 16 juin et le 27 juin, ils ont disparu.

Le révisionniste Auguste Gillot, maire de Saint-Denis, est intervenu bureaucratiquement auprès du préfet.

Cela nous montre clairement que les révisionnistes ne sont que des bavards, qu'ils ont abandonné depuis longtemps la lutte de classe, qu'ils ne veulent pas d'actions concrètes, mais seulement des discussions courtoises avec les représentants des monopoles, qu'ils sont un des meilleurs piliers du système capitaliste pourrissant.

Unité de base et dans l'action.
Popularisons les actions menées par la classe ouvrière. Démasquons sans cesse les laquais de la bourgeoisie.

Une semaine de luttes dans le Monde et en France

PROLONGEMENT DES GREVES

- **DUCELLIER A SAINTE-FLORINE (HAUTE-LOIRE)** : nouveau débrayage contre le licenciement de militants ouvriers.
- **DASSAULT A ARGENTEUIL** : depuis quinze jours les travailleurs débrayent pour les revendications.
- **RENAULT A BILLANCOURT** : les travailleurs des départements 37, 38, 49, 56, 58, 70, 72, 75 et 98 mènent des luttes qui vont de l'arrêt de travail à la journée de grève, cela depuis 2 mois, contre les cadences et pour l'augmentation des salaires.
- **ALLOCATIONS FAMILIALES A PARIS** : contre les conditions de travail, le personnel d'un service de prestations de l'Esso est en grève depuis le 25 juin.
- **DROITMONT-BRUVILLE EN MEURTHE-ET-MOSELLE** : les mineurs, chargeurs, camionneurs, boulonneurs poursuivent leur action depuis 1 mois pour le salaire minimum garanti.

LUNDI 30 JUIN

- **BREVEX (NICE)** : grève contre le licenciement d'une ouvrière et contre la répression. L'usine fermerait dans un an (article la semaine prochaine).
- **TRAMINOTS DE PERPIGNAN (PYRENEES ORIENTALES)** : grève contre les conditions de travail, pendant 3 heures pour leurs revendications.
- **E.D.F. A BREST** : grève de plusieurs centaines d'agents
- **ETABLISSEMENTS POUR ENFANTS ASTHMATIQUES DE MALBOIS A GRASSE** : grève des employés et du médecin directeur pour des crédits plus importants (20 familles ont été avisées de retirer leurs enfants).

MARDI 1^{er} JUILLET

- **DASSAULT A ARGONNEX (HAUTE-SAVOIE)** : grève illimitée des 470 ouvriers-employés pour la réduction du temps de travail sans diminution de salaire.
- **SOCIETE INDUSTRIELLE POUR L'AERONAUTIQUE (S.I.P.A.) A SURESNES** : le personnel débraye contre la fermeture de l'usine, et manifeste dans les rues de la ville.
- **SOCIETE DES ENGRAIS CHIMIQUES ORGANIQUES (S.E.C.O.) A RIBECOURT (OISE)** : débrayage pour la garantie du salaire minimum à 1 000 F par mois.

MERCREDI 2

- **IDEAL-STANDARD A BLANC-MESNIL** : les ouvriers en grève depuis lundi 30 juin 1969, obtiennent la réintégration d'un travailleur licencié.
- **SUD-AVIATION, SAMAFOR, CORPET-LOUVET A LA COURNEUVE** : débrayages pour les salaires et contre les sanctions.

JEUDI 3

- **USINE DUNLOP A MONTLUÇON (ALLIER)** : débrayages pour les salaires et les conditions d'hygiène et sécurité.
- **SPADA A NICE (TRAVAUX PUBLICS)** : grève du personnel contre le licenciement de 2 militants ouvriers (article la semaine prochaine).
- **S.G.E. A PARIS** : débrayage contre la réduction du temps de travail sans compensation de salaire.
- **P. ET T. A PARIS-13^e** : grève des inspecteurs élèves du centre d'enseignement des télécommunications, rue Bairoault, pour leur affectation à la sortie des cours.

VENDREDI 4

- **P. ET T. A ORLEANS** : 700 employés du Centre de Chèques cessent le travail 24 heures pour la réduction du temps de travail, l'aménagement des horaires, un véritable service social et la construction d'une crèche.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Total précédent		25 169 F,80
Groupe de paysans	Gard	100 F,—
C.D.H.R. Chevaleret	Paris	180 F,—
+ 1 vieille ménagère		
U. J.	Grenoble	50 F,—
C.D.H.R.	Versailles-Nord	60 F,—
L. M.	Rennes	360 F,—
C.D.H.R. Rennes (1 ^{er} versement)		658 F,40
C.D.H.R. Rennes (2 ^e versement)		820 F,—
C.D.H.R. Eugène Pottier	Ivry	100 F,—
P. V.	Sochaux	200 F,—
C.D.H.R.	Amiens	100 F,—
Sympathisant	Athis-Mons	200 F,—
S. P.	Paris-19 ^e	30 F,—
M. G.	Toulouse	26 F,—
C.D.H.R.	Bordeaux	35 F,—
F. M.	Orsay	22 F,—
C.D.H.R.	Nantes	160 F,—
B. S.	Fontainebleau	5 F,—
S. J.-P.	Paris-12 ^e	300 F,—
C.D.H.R. Dupleix	Paris	165 F,—
C.H.R. R.	Paris	10 F,—
C.H.R. Médecine	Paris	200 F,—
C.D.H.R. 19 ^e	Paris	87 F,60
Un commerçant 19 ^e	Paris	30 F,—
C.H.R. Tolbiac	Paris	40 F,—
Total général		29 108 F,80

Sans commentaires !

A CORBEIL :

— 1 000 licenciements prévus à l'usine de la S.N.E.C.M.A.

Le syndicat C.G.T. de la S.N.E.C.M.A. Corbeil organise un grand tournoi populaire de pétanque dans le cadre du Concours national et populaire de pétanque organisé par « La Vie Ouvrière ». Dans un tract largement diffusé, il présente les équipes de concurrents et conclut :

« Astiquez vos boules... et bonne chance à tous ! »

A propos des élections du Centre Universitaire de Vincennes

UNE PROVOCATION SOCIAL-FASCISTE DU P. "C." F. DÉNONCÉE PAR LA MASSE DES ÉTUDIANTS

La tentative de mise en place par E. Faure des structures de participation à l'Université a connu des fortunes diverses. Les élections qui ont eu lieu dans la plupart des facultés en février-mars avaient en fait, été désavouées par près de la moitié des étudiants et seule la trahison active de l'U.E. "C." et de son appendice scissionniste "U.N.E.F.-Renouveau" permit à Faure de « sauver les meubles ».

A Vincennes, des assemblées générales convoquées par département se prononcèrent à l'époque par une écrasante majorité contre la participation. Faure voulant s'éviter une cuisante défaite dans l'expérience pilote de sa réforme, repoussa les élections à plus tard.

LA SITUATION A LA VEILLE DES ÉLECTIONS DU 18 JUIN

Pendant longtemps, on ne parla plus d'élections à Vincennes, espérant ainsi démobiler les étudiants.

Les élections furent annoncées par surprise après le 1er tour des présidentielles et organisées à la hâte par une collusion P. "C." F. Administration Faure.

A la veille des vacances, au moment où beaucoup d'étudiants préparaient leurs examens, ils comptaient tous faire passer sans trop de dégâts leur putsch électoral. Le « Conseil » qui était censé sortir de ces élections aurait pour fonction essentielle la remise en « ordre » de la faculté, c'est-à-dire l'élimination des perturbateurs « gauchistes », et de toute possibilité de discussion et de contestation politiques à l'Université. Pompidou dans ses discours électoraux l'avait fait souvent sentir : les discussions c'est terminé, il faut que l'ordre revienne, que les étudiants travaillent (à devenir de bon bourgeois). La Fac de Vincennes était particulièrement visée : il fallait la doter d'un conseil à poigne, d'un conseil-flic, sans pitié pour les étudiants progressistes. Les bonnes volontés ne se firent pas attendre : une nouvelle fois, elles vinrent des enseignants du P. "C." F. et des quelques étudiants, de l'U.E. "C.".

Vincennes constitue pour eux un terrain privilégié d'application de leur ligne politique : le pouvoir leur offre la possibilité de prendre totalement en main la direction de la faculté, s'ils assurent correctement les fonctions normalement dévolues à l'administration : la gestion et la répression.

La politique de « passage pacifique et parlementaire au socialisme » exige précisément pour le P. "C." F. la prise en main d'un certain nombre de secteurs de l'appareil d'Etat (donc intégration à l'Etat bourgeois).

LA POSITION DES MARXISTES-LENINISTES (Cercle Humanité Rouge).

Considérant :

- que la participation avait été refusée par la majorité des assemblées générales d'étudiants et d'enseignants,
- que la mise en place-surprise des élections par la coalition P. "C." F.-Edgar Faure, constituait un véritable coup de force provocateur,
- les possibilités de mobilisation de masse des étudiants progressistes, qui se faisaient de moins en moins d'illusions sur les possibilités de se servir des conseils paritaires (expérience de la majorité des conseils où même les réactionnaires du M.U.R., de la F.N.E.F., etc.).

Les marxistes-léninistes lancèrent le mot d'ordre de boycott massif des élections appuyé sur une large mobilisation politique.

LES ERREURS DANS L'ACTION DU 18 JUIN

Si le mot d'ordre était juste, les méthodes employées le jour des élections (18 juin) ne permirent pas réellement de mobiliser et de faire progresser la masse progressiste des étudiants.

Les spontanistes et les anarchistes sous-estimèrent totalement les possibilités d'entraîner politiquement un grand nombre d'étudiants dans la mise en pratique du boycott. Ils prirent, comme ils le font souvent, le raccourci militaire qui consiste à faire balancer les urnes dans les deux premières heures du vote, par un petit commando et sans qu'aucune mobilisation n'ait été entreprise.

Nous portons une lourde part de responsabilité dans ces erreurs, car nous n'avons pas su prendre assez d'initiatives pour imposer un style de masse et pour critiquer les manifestations de putschisme.

Cette action fut donc mal comprise par la masse progressiste des étudiants ; les révisionnistes et autres réactionnaires en profitèrent pour faire passer leur camelote, et nombreux sont ceux qui balancèrent de leur côté, ou s'en rapprochèrent.

La division et les hésitations de la masse des étudiants furent renforcées par le chantage de Faure qui donna aux « élections » leur vrai visage : vous votez, ou vous n'avez pas vos examens et on ferme Vincennes. Mal préparés politiquement, beaucoup d'étudiants furent désorientés par ces menaces.

TACTIQUE DES MARXISTES-LENINISTES POUR LE SECOND TOUR (26 juin)

Dans cette conjoncture, le travail principal nous apparut être le renforcement de la lutte idéologique contre les révisionnistes, condition du ralliement des éléments intermédiaires et hésitants.

Nous n'avions pas les moyens de recommencer dans de bonnes conditions le boycott actif. La démobilation dans toutes les autres faces rendait de même difficile une lutte sérieuse contre la fermeture éventuelle de Vincennes.

Les positions consistant à défendre coûte que coûte le boycott actif pour le deuxième tour étaient idéalistes, car elles ne tenaient absolument pas compte du niveau de conscience des étudiants et du rapport des forces.

Nous défendîmes la position de l'abstention massive dans les A.G., qui, bien que constituant un recul tactique, permettait de réaliser la mobilisation politique la plus large.

Cette position l'emporta dans la plupart des A.G. et les partisans du boycott acceptèrent de se soumettre aux décisions prises. Un travail intensif d'explications fut entrepris pour dénoncer le chantage et les révisionnistes. Ceux-ci comptaient bien sur ce chantage pour se faire élire et « Rouge » qui préconisa aussi la position de l'abstention, fit preuve tout au long de la campagne du plus large opportunisme vis-à-vis du P. "C." F. en sous-estimant totalement les possibilités de mobilisation de Vincennes.

LES REVISIONNISTES MONTRENT LEUR VRAI VISAGE

A la veille des élections, mercredi, débarquèrent à Vincennes des commandos de J. "C." et d'U.E. "C." (plus de 300) venus pour liquider les « gauchistes » présents à Vincennes et assurer un « déroulement démocratique » du scrutin. Le terrain avait été préparé par la radio et la télé qui diffusèrent des informations totalement fantaisistes en prétendant que les « gauchistes » avaient décidé d'occuper la fac.

Les commandos, dirigés par des pontes de l'U.E. "C." et du P. "C." : Jurquin, Poirier, Molina, Baggiani et Cathala (qui s'est taillé sa place dans le P. "C." F. à la matraque), bénéficièrent de la complicité de l'administration et de la Préfecture de Police. Sérafino, le principal responsable de l'administration remit les clefs de la Fac à Poirier (enseignant du P. "C." F. à Vincennes). De plus, pour favoriser le bouclage de la Fac. des travaux avaient, comme par hasard, commencé la veille devant les bâtiments, interdisant ainsi l'entrée de toute voiture. Des cars de flics tournaient aux alentours, sans s'inquiéter le moins du monde du rassemblement des 300 J. "C." qui s'était formé.

Manifestement le coup était bien préparé, chacun était à sa place.

C'est alors que commencèrent les ratonnades : les J. "C.", armés de matraques, attaquèrent à dix des militants isolés, ils blessèrent même plusieurs étudiants qui n'étaient même pas des militants et détruisirent complètement la voiture d'un militant.

Puis ayant fait le vide, ils décidèrent d'occuper la Fac et de détruire tout le matériel de propagande existant en faveur de l'abstention ou le boycott.

Une nouvelle fois la complicité avec le pouvoir est évidente (la Fac devant fermer à 10 heures, leur occupation était illégale).

Le lendemain, jour des élections, ces nervis réinvestissaient la Fac et commencèrent à intercepter « tout ce qui pouvait ressembler à un gauchiste », pour leur en interdire l'accès.

Malgré cela, près de 800 étudiants réussirent à se regrouper et adoptèrent à l'unanimité la résolution suivante :

1) la présence du service d'ordre révisionniste est inadmissible. Un ultimatum leur est adressé pour qu'ils quittent la Fac.

2) des équipes de propagandes doivent se constituer sur le lieu même des élections pour dénoncer et faire comprendre largement le caractère social-fasciste de l'intervention du P. "C." F. et couvrir la Fac d'affiches expliquant la situation.

Cette mise au poste de commandement du travail d'explication politique et de dénonciation politique du révisionnisme au dépend du « putschisme » et des actes de commando, fournit une large mobilisation des étudiants (de 1000 à 1500 aux différents moments de l'action). Nous n'avons encore jamais connu une telle mobilisation sur des thèmes anti-révisionnistes aussi conséquents ; les discussions avec les J. "C.", l'U.E. "C." et l'A.G.E.V. entraînèrent même chez certains de leurs membres des flottements.

On leur avait dit qu'ils venaient protéger la « démocratie » à l'Université et leurs « frères de Parti » menacés par les « gauchistes » : ils commençaient à comprendre qu'on leur faisait jouer le rôle des C.R.S.

Une Assemblée Générale se tint à nouveau après 3 heures de propagande intensive : le bilan est très positif ; les étudiants et les enseignants hésitants ont été ralliés et prennent conscience de la nature du révisionnisme. Le « Service d'ordre » refusant de quitter Vincennes, l'A.G. décide d'encercler les bâtiments où ils sont retranchés avec les urnes, pour empêcher les élections de se dérouler tant qu'ils n'auront pas évacué.

Le siège mobilise à nouveau un grand nombre d'étudiants, sur de justes mots d'ordre : P. "C." F.-social-fasciste ! Pompidou-P. "C." F. même combat ! A bas le révisionnisme !

Alors que les J. "C." crient des mots d'ordre qu'Edgar Faure ne renierait pas, du type : « Vincennes vivra », « les gauchos à l'usine », etc.

Vers 16 heures, les révisionnistes ne bougent toujours pas ; ils sont en relation téléphonique permanente avec le siège central de la C.G.T. qui leur a promis des renforts pour 17 ou 18 heures. Leur objectif est de tenir jusque-là, pour compenser leur déconfiture politique par une victoire militaire sur les étudiants révolutionnaires. Des groupes de permanents du P. "C." F. (plus de 100) commencent d'ailleurs à s'installer dans les bois autour de la Fac.

Une nouvelle Assemblée Générale prend acte de la victoire politique remportée par les étudiants progressistes contre les révisionnistes, et décide en fonction du rapport de force militaire, une évacuation de la faculté.

Et c'est un cortège de 2000 étudiants chantant l'Internationale et dénonçant les révisionnistes, qui vident totalement la Fac, laissant seuls avec leurs urnes, flics, révisionnistes, nervis fascistes et autres contre-révolutionnaires.

Dans la soirée, alors que les ratonnades ont repris, des cars remplis de permanents et membres de la C.G.T. arrivaient à la Fac. Mais une nouvelle fois, les révisionnistes ont « soulevé une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds ». Des membres non permanents de la C.G.T., constatant les actions de la J. "C.", les condamnent et leur disent qu'ils font le jeu des C.R.S. qui, au même moment, tournent autour de la Fac ; ils protègent même neuf militants attaqués. Malgré cela, les J. "C." réussissent à « tabasser » un certain nombre d'étudiants. Un étudiant (non-militant) est reconduit à la lisière du bois où dix nervis du P. "C." F. l'attendent : ils le foutent à poil, lui cassent les dents et le rouent de coups !!!

On voit que les révisionnistes du P. "C." F. quand ils n'ont pas d'arguments politiques, n'ont pour seule issue que d'employer des arguments frappants, de style fasciste. Ils ont montré aux yeux de tous à Vincennes leur vrai visage.

BILAN DE L'ACTION ET PERSPECTIVES

Le bilan a été tiré collectivement le lendemain par une Assemblée Générale qui a réuni près de 600 étudiants et enseignants. Dans une discussion politique où les marxistes-léninistes expliquèrent la nature de plus en plus social-fasciste du parti révisionniste (les trotskistes se firent isoler sur ce point), une résolution fut votée par la plus grande majorité des participants :

1) Il est d'abord décidé de mener une campagne politique de mise en accusation des membres du P. "C." F. qui ont participé à l'opération fasciste du 26 juin ou qui l'ont cautionnée. Ils devront s'expliquer face à leurs étudiants et prendre clairement position pour ou contre cette action.

2) La propagande du P. "C." F. à Vincennes est interdite, leurs affiches seront recouvertes et la masse des étudiants devront les empêcher de diffuser leur ligne social-traitres, cela sur la base de discussions politiques.

3) Le P. "C." F. est mis en demeure d'arrêter ses opérations de rationnades fascistes contre les étudiants, sous peine de représailles.

4) Une lutte active contre le « conseil paritaire » dû par une infime minorité d'étudiants et d'enseignants réactionnaires, est décidée.

Ce « conseil » représente aujourd'hui le pouvoir et ses flics à Vincennes. Des mesures sont prises pour contrer les mesures de répression qu'il ne manquera pas d'entreprendre contre les étudiants et enseignants progressistes.

5) Un soutien massif est apporté au personnel de l'administration dont le syndicat affilié à la C.G.T. a entrepris une grève, dans la journée de jeudi pour protester contre l'intervention des commandos révisionnistes. Ils sont depuis directement menacés par l'administration et ses complices révisionnistes.

En fin de compte, les tâches sont les suivantes : achever d'isoler les révisionnistes en les dénonçant dans les cours ; accroître les contradictions entre révisionnistes et « modérés humanistes », mis en situation fautive par le coup de force du P. "C." F., en exigeant d'eux qu'ils s'en désolidarisent.

A la suite de l'assemblée générale, deux lignes se sont affrontées :

- une ligne militariste, refusant de tenir compte de l'état d'esprit des masses, en particulier espérant faire franchir un bond dans la conscience des étudiants par des actions de type avant-gardistes, dites « exemplaires » (ligne développée par la « Cause du Peuple »). Leur mot d'ordre : « Pas droit de cité pour les révisos ». Ils traitent de conciliateurs tous ceux qui veulent entraîner les masses sur des positions justes, et non simplement les éléments les plus avancés. Le vidage du réviso Badia par une poignée de militants ne fut pas un fait positif. Une telle violence, coupée de la mobilisation politique des étudiants ne fait pas progresser d'un pouce leur conscience politique.

- la seconde ligne, anti-révisionniste conséquente propose d'isoler les profs révisos dans leurs cours, de dénoncer tous les collaborateurs, de lutter contre toutes les manœuvres de la nouvelle administration « avancée » et de préparer les étudiants à l'autodéfense en leur faisant comprendre la nature agressive du révisionnisme. Cette ligne pose le problème de la violence dans les termes politiques suivants :

A l'heure actuelle, la tâche principale des marxistes-léninistes étant d'arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme, de se faire reconnaître comme les défenseurs de ses intérêts, de réaliser son unité par la persuasion, d'isoler les provocateurs social-fascistes du P. "C." F., notre attitude est, d'une manière générale, sur la question de la violence, défensive. Mais il faut répondre du tac au tac aux agressions social-fascistes des révisos par l'autodéfense.

Cette position a triomphé dans les faits : mercredi 2 juillet, les révisos, prenant prétexte d'une réunion du conseil paritaire, décident d'en « finir avec les agissements fascistes des groupes gauchistes » (sic !). Ils sont 150 à la librairie Clarté à 16 h 30. De notre côté, une AG était convoquée, une conférence de presse organisée par la section du S.N.E.S.-Sup., des groupes d'autodéfense mis en place dans la faculté. La provocation des révisos était désamorcée politiquement avant même leur arrivée ; le dispositif militaire mis en place leur faisait comprendre qu'il était inutile d'insister.

Cependant la place de la violence dans la lutte antirévisionniste n'est pas encore comprise par tous. La lutte antirévisionniste, pour gagner les larges masses est une lutte prolongée, s'appuyant sur le travail politique et d'organisation à la base. Ce qui fait problème à Vincennes, c'est en effet l'absence, à côté des groupes politiques, d'une organisation de masse préparant les étudiants à toutes les formes de mobilisation.

Vincennes est une faculté avancée dans la lutte anti-réviso : le P. "C." F. veut que « l'expérience Vincennes » vive, expérience avancée dans la voie de la démocratie avancée ; c'est pourquoi il s'est fait l'organisateur et le protecteur des élections, dont l'enjeu ne fut pas tant la participation que la répression du mouvement révolutionnaire. L'ordre bourgeois à Vincennes, c'est l'ordre révisionniste et la lutte contre le révisionnisme est une lutte directe contre la fascisation du régime.

Groupe H.R. de la Fac de Vincennes.

UNITÉ A LA BASE



SUR LE FRONT OUVRIER

Travailleurs du Bâtiment, unissons-nous contre nos exploitateurs !

Le travail à la tâche est un style de division capitaliste : toutes les normes de rendements des ouvriers montent à une vitesse croissante ; dans le bâtiment, prenons un exemple : avant 1965, pour construire un bâtiment de 5 étages et de 4 appartements par étage, en construction classique il fallait 25 ouvriers dont 10 maçons et 15 manœuvres d'exécution.

Au minimum, un conducteur de travaux faisait fonction de contremaître et un chef d'équipe dirigeait l'exécution. Et le chantier durait 2 ans...

A l'heure actuelle, il n'est plus besoin que de 2 maçons qualifiés et 3 maçons spécialisés, appelés tâcherons, avec 7 ou 8 manœuvres au maximum.

Voilà qui ne vient pas de la mécanisation mais du fait que les cadences de travail sont accélérées.

La direction et la distribution du travail sont remises entre les mains d'un contremaître, ou souvent d'un chef d'équipe spécialisé par quelques semaines de pratique ; c'est ce chef d'équipe qui fait exécuter l'œuvre entière, cette situation le retire de la production et tend à le mettre, par son poste de direction, au service des intérêts du patron.

Ce style de répartition du travail a complètement bouleversé l'organisation du labeur, sa distribution et son exécution.

Il naît alors une première contradiction entre les ouvriers et les hommes placés directement sous les ordres du patron. Ce nouveau mode de travail a d'autres répercussions plus graves encore, les travailleurs de ces entreprises, trompés par la stimulation matérielle, asservis par le coût de la vie, logement trop onéreux, nourriture et habillement toujours plus chers, se laissent prendre par l'engrenage des heures supplémentaires et du travail au rendement. L'absence de syndicat de combat ou de comité de base de cette corporation, fait que le patronat reste les mains libres.

De plus, la revendication se fait à l'échelle individuelle : tel ouvrier va trouver le patron ou le contremaître pour réclamer une augmentation. Ce dernier lui accorde une petite prime mais en contrepartie il lui demande d'avoir un rendement un peu accru par rapport à celui des autres ouvriers. Mais la prime n'entre pas en compte dans le salaire, l'employeur peut la supprimer ou la maintenir comme bon lui semble.

Il exige du travailleur qu'il accomplisse une tâche toujours plus grande en échange d'une paye médiocrement augmentée. Le patron s'attend à un bénéfice toujours croissant. Le travail à la tâche est net lorsque un travailleur va se faire embaucher sur un chantier, on lui propose ce système de travail en lui faisant miroiter un salaire beaucoup plus important que celui des autres, alors qu'en réalité les normes de travail augmentent et il devra travailler toujours de plus en plus dur.

Une autre catégorie de travailleurs subit les conséquences de ce système : ceux qui sont payés à l'heure, à la semaine ou au mois ; ces derniers reçoivent des salaires très bas, toujours en retard par rapport aux autres corporations. Ils peuvent obtenir une prime — plus maigre que celle du tâcheron — selon le rendement qu'ils auront effectué. Ils sont donc de plus, la prime varie suivant tel ou

NICE

COMMENT LE C.D.H.R. SOUTIENT TOUTES LES LUTTES POPULAIRES

Voici la lettre intéressante et les documents que nous venons de recevoir du C.D.H.R. de Nice :

« Nous sommes conscients de la nécessité de faire parvenir au journal des informations sur la pratique des C.D.H.R. La systématisation de cette pratique, afin d'en dégager les côtés positifs et d'éliminer les côtés négatifs, n'est possible que par ce moyen.

C'est pour cette raison que nous vous faisons parvenir trois tracts que nous avons diffusés cette semaine : ces tracts ne sont pas le fruit de notre imagination. Leur contenu vient en grande partie des nombreux tracts et articles diffusés par le journal. C'est grâce à ces derniers qu'ils existent, et c'est peut-être grâce aux textes que nous vous envoyons que des tracts futurs dans d'autres villes et dans d'autres régions seront élaborés suivant une ligne juste.

Le tract concernant le bâtiment est assez général, mais fait suite à des accidents du travail assez graves, survenus sur des chantiers de Nice, et à la surexploitation à laquelle sont voués les travailleurs français et surtout les travailleurs immigrés du bâtiment.

Le tract intitulé « A propos des incidents du marché-gare », fait suite à un violent affrontement entre les petits détaillants de Nice et de la région et les forces de répression au service du grand capital.

Afin d'en mieux juger, nous pensons que les faits doivent être relatés : Le M.I.N. (Marché d'Intérêt National) a été construit par Jacques Médecin (maire de Nice, et fasciste notoire), dans le but de pouvoir contrôler les prix, et de réaliser de gros profits. C'est le lieu où détaillants et grossistes s'approvisionnent en marchandises. Ces marchandises y sont apportées tant par des gros que par des petits producteurs.

Il y a environ deux ans, des heurts très violents avaient eu lieu, entre des petits producteurs et des forces de police. Ils avaient fait suite à une grève engagée par les petits producteurs, contre le système de réglementation du M.I.N. (prix d'entrée dans l'enceinte, taxes négligeables pour les gros producteurs, mais très élevées pour les petits, qualification et sélection abusives des fruits et légumes, etc.). Cette grève avait été récupérée par les gros producteurs, et brisée par eux.

Aujourd'hui, le mouvement est né à la base et a été impulsé par les plus jeunes parmi les petits détaillants. Ayant empêché l'entrée des véhicules sur le marché, et étant suivis par la majorité des petits détaillants, ils ont vu face à eux d'importantes forces de police, accompagnées des traditionnels C.D.R. (deux flics pour un petit détaillant). Il n'y a pas eu de mobilisation de masse sur le moment (environ 150) car le mouvement était spontané. Les heurts ont été très violents, et plusieurs manifestants ont été très sérieusement blessés. Un garçon de 17 ans a été laissé au sol par les C.R.S. dans un état très grave, durant plus d'un quart d'heure ; il a été hospitalisé ; la presse locale n'a bien sûr rien communiqué sur son état de santé. Peut-être pour cause...

Pour l'instant, la situation n'a pas évolué. Le 30 juin, d'importantes forces de police encadreront le marché-gare (M.I.N.), et assuraient son « bon » fonctionnement. Le M.I.N. était peu fréquenté. Le tract est en rapport avec cette situation.

Groupe de diffusion H.R. de Nice et de la région niçoise.

tel ouvrier selon l'avis du patron non pas selon la qualité du travail mais selon le exposés à toutes les exigences du patron. rendement et selon aussi parfois la servilité envers le contremaître trop souvent chien de garde du patron. Cette pression a pour effet de pousser les travailleurs à un rythme toujours plus accéléré pour obtenir une augmentation de la prime et conserver leur emploi.

Parmi ces travailleurs se trouve une catégorie encore plus exploitée : la main-d'œuvre non spécialisée.

Elle se compose en général de travailleurs immigrés — ceux-ci se trouvent encore plus lésés car ils doivent suivre la cadence des ouvriers à la tâche, mais ils ne touchent presque aucune prime.

Le patronat exploite toutes ces contradictions pour son propre profit : exploiter de plus en plus les travailleurs.

En outre, dans le bâtiment la situation s'aggrave de plus en plus ; création du chômage, augmentation du coût de la vie.

Il faut que les camarades travailleurs, solidaires entre eux se regroupent par entreprise, par chantier, au sein des comités de base, comités de base regroupant tous les travailleurs syndiqués ou non syndiqués, travailleurs français et

étrangers, pour la défense de leurs revendications.

Camarades, luttons unis à la base et dans l'action. Construisons à la base l'unité solide de la classe ouvrière.

Par le respect des normes de sécurité ;

Pour l'application des conventions collectives du Bâtiment ;

Pour les 40 heures sans diminution de salaire ;

Pour la suppression des cadences infernales, la retraite à 60 ans ;

Pour les libertés syndicales et politiques ;

Pour le respect des droits des travailleurs immigrés.

Non au chômage, conséquence du capitalisme.

Camarades et amis, contre le patronat, la lutte doit être collective, la lutte doit être une lutte de classe, les travailleurs contre le patron. C'est seulement par la lutte que l'on pourra mettre fin à l'exploitation des travailleurs par les capitalistes, classe contre classe, travailleurs au coude à coude contre le patron.

Seule l'unité réalisée à la base et par les exploités eux-mêmes peut nous mener à la victoire.

Dans ces conditions, on comprend mal comment le dernier « Aspiron » (c'est le nom du bulletin de la C.G.T.) ose dire que : « Seuls les élus C.G.T. défendent ardemment vos intérêts » (bulletin de la section C.G.T.). Ce n'est pas vrai. En ne tenant pas les travailleurs au courant de ses activités, en se contentant de poser les revendications sans les discuter avec les ouvriers, en préférant transiger et reculer plutôt que d'organiser l'action unie, le syndicat C.G.T. a démolé les travailleurs. Il est responsable du succès des trois licenciements qu'une action plus résolue aurait empêchée, responsable du départ « volon-

taire » de nombreux camarades de travail combattifs et sincères mais découragés par ces reculs répétés devant la reprise en main de la direction.

Quant à Force Ouvrière, syndicat jaune (qui a toujours collaboré ouvertement avec le patronat, tel en mai-juin dans notre usine où il a ouvertement pris le parti du patron) il est mal placé pour prétendre représenter et défendre les travailleurs alors qu'il comprend parmi ses membres des agents de maîtrise dont le rôle est peu conforme avec la défense de nos intérêts.

Camarades, comptons sur nos propres forces :

Pour la diminution des cadences ;

Pour le respect de l'hygiène et la sécurité ;

Pour l'augmentation des salaires.

Unité à la base et dans l'action.

Unité à la base et dans l'action.

Unité à la base et dans l'action.

Unité à la base et dans l'action.

Unité à la base et dans l'action.

Unité à la base et dans l'action.

Unité à la base et dans l'action.

Unité à la base et dans l'action.

Unité à la base et dans l'action.

Unité à la base et dans l'action.

Unité à la base et dans l'action.

Unité à la base et dans l'action.

A PROPOS

DES « INCIDENTS » DU MARCHÉ-GARE

Les petits commerçants, face à la concurrence implacable des entreprises monopolistes (supermarchés, chaînes de grands magasins), voient leurs conditions de vie et de travail se dégrader rapidement — accroissement des heures de travail — et sont même acculés à la faillite et à la ruine.

Dernièrement, le gouvernement au service des monopoles a mis au point l'assurance vieillesse et l'assurance maladie à caractère obligatoire, qui ne sont en fait que des impôts déguisés, les petits risques n'étaient pas couverts. Il a généralisé la T.V.A., faisant des petits commerçants de nouveaux collecteurs d'impôts. Il a augmenté les forfaits et les patentes qui sont quelquefois le double de celles des supermarchés (en proportion).

En somme, augmentation des charges en deux ans de 65 %, sans compter les tracasseries fiscales et administratives supplémentaires.

Le 27 juin 1969 au marché gare de Nice, construit soi-disant dans l'intérêt des petits commerçants, le gouvernement de Pompidou et de Marcellin a envoyé ses C.R.S. sur les petits détaillants qui manifestaient pour que le règlement intérieur du marché gare soit respecté, et plus spécialement pour que :

— Avant les heures légales de transaction, aucun acheteur, avec quelque autorisation que ce soit, ne puisse se trouver dans l'enceinte du MIN.

— Une carte d'acheteur soit vendue pour tous les véhicules à raison d'abonnements annuels de 200 F.

Soit construit un préau abri avec bancs et W.C. sur le parking des détaillants.

CES REVENDICATIONS ONT ETE FORMULEES DEPUIS QUATRE ANS. CE N'EST NI PAR DES PETITIONS NI PAR DES LETRES AU PREFET QUE CELLES-CI SERONT SATISFAITES.

Ils l'ont montré en répondant par la violence aux forces de répression, de la même façon qu'en mai-juin 1968, lorsque le pouvoir avait envoyé ses C.R.S. contre les ouvriers en grève et les étudiants.

Mais, face à la concurrence des grandes entreprises du système monopoliste, les petits commerçants et les artisans sont appelés à périr, et cette lutte-là est sans issue, car ils sont précipités chaque jour vers les couches les plus exploitées.

Ils devront s'allier à la classe ouvrière qui, plus que toute autre subit l'exploitation la plus forcenée de la grande bourgeoisie : licenciements, augmentation des cadences, vexations, brimades patronales, chômage, les minces avantages acquis de mai repris du fait de l'augmentation du coût de la vie.

Avec la jeunesse progressiste et la paysannerie pauvre, ils sauront s'unir et s'organiser autour de la classe ouvrière, pour que se développe victorieusement dans l'action la lutte contre les affameurs du peuple travailleur.

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

Vive le Front anti-monopoliste et anti-impérialiste !

ET DANS L'ACTION !

St-CHAMOND

Bien que les documents publiés ci-après datent des mois d'avril et mai derniers, nous jugeons opportun de les porter à la connaissance de nos lecteurs, parce qu'ils constituent un exemple concret du style de travail d'un Comité de Base.

1° BILAN D'UNE GREVE A LA C. A. F. L.

(...) A la fin février, après plus d'un mois de grève : la C.G.T. organise une réunion de ses adhérents le soir. Les représentants C.G.T. font pression pour arrêter la grève. Mais, voyant par la suite que les travailleurs ne sont pas d'accord avec eux, ils font un travail de sape méthodique.

La semaine suivante, Montabonnet, délégué C.G.T. était le seul à débayer au Chalumeau. Il était obligé de débayer en tant que délégué, mais il avait convaincu les autres de ne pas le faire.

Pendant ce temps, Martouret, délégué C.G.T., passe vers les gars, surtout les jeunes pour les décourager, et il leur demande de ne pas rendre les bons temps pour temps.

Il faut remarquer aussi que, à la réunion d'information qui s'est tenue à la bourse, aucun délégué C.G.T. n'était présent, mais ils sont juste arrivés à la fin, quand tout le monde était parti.

Nous remarquons aussi que chaque fois que les délégués C.G.T. assistent à une réunion avec les patrons, ils ne viennent là que pour voir ce qui se passe et ne prennent pas la parole pour défendre les justes revendications des travailleurs de Chaudronnerie. De plus, à cette époque, les gars qui ne participaient pas au mouvement et faisaient des heures supplémentaires, étaient tous des militants C.G.T., influencés par leurs dirigeants.

Enfin, devant les manœuvres de la direction et l'attitude des syndicats, la grève s'est éteinte doucement. Les travailleurs ont été contraints de reprendre le travail après un tract signé de C.G.T., C.F.D.T. et F.O. qui disait : « Nous suspendons la grève pour négocier ». Evidemment cela n'a donné aucun résultat positif pour nous.

IL FAUT TIRER LES LEÇONS DES ECHECS POUR EN EVITER LE RETOUR. 1. Tout mouvement qui part de la base est juste ; mais il meurt nécessairement s'il n'est pas solidement organisé à la base.

2. Sans discussions nombreuses entre les grévistes, à la base, sur les objectifs du mouvement et les moyens d'actions, la lutte ne peut-être victorieuse. Il aurait aussi fallu que des réunions soient organisées entre les compagnons de Chaudronnerie et de Mécanique, car la

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

St-Chamond, 15.4.1969.

ALBERT

Extrait de : « Le Proletaire » du Conseil ouvrier d'Albert (Somme).

MARCHE OU CREVE TRAVAILLEUR !

COMITE DE BASE ET CONSEIL OUVRIER

Sans attendre le gouvernement qui, à la rentrée, va prendre des mesures contre la Sécurité sociale (suppression des prestations pour petits risques maladies et chirurgicaux), la direction de Nord-Aviation décide en toute charité de préparer le personnel à des mesures rétrogrades.

Evoquant le problème de l'absentéisme en réunion du comité d'entreprise, elle paraît choquée de son augmentation sensible, précisant pour les malades usés par ses cadences infernales, que Méaulte était l'une des usines « exploitant » le plus « les bontés de la société et de son régime social », poussant le cynisme jusqu'à solliciter les membres du comité d'entreprise à engager une chasse impitoyable aux fraudeurs coupables d'avoir le cœur usé et les nerfs rapés.

Menant la lutte sur deux fronts, la direction de Nord-Aviation, par une note de service, « conseille » la reprise du travail le lundi au lieu du mardi (rentrée de maladie), précisant que les travailleurs profiteraient de son immense mansuétude en touchant en plus 2 h d'heures supplémentaires à 25 % (en fait, tout bénéfice pour Nord-Aviation). Les travailleurs crurent au délire, d'autant plus que la direction précisait qu'un travailleur pouvait par un certificat médical pouvait, sans consulter son médecin, reprendre à son expiration ; lyrique elle ajoutait qu'il pouvait le faire avant son expiration. En conséquence les travailleurs pourraient vous renvoyer la politesse et prendre du congé sans consultation médicale.

Pour parler de la diminution des horaires ramenés de 47 h à 46 h avec diminution de salaire, nous disons que ce n'est là qu'une première étape qui sera suivie d'autres de plus en plus graves, jusqu'au licenciement (voir « Proletaire » n° 5), si nous ne prenons pas la ferme résolution de lutter pour exiger : 40 h payées 48 h, immédiatement, sans diminution de salaire ; plus une seule fermeture d'usine.

Rappelez-vous des chronos. Seule la lutte dans l'unité, à la base a abouti. Pas les parlottes entre la direction et les syndicats. Du reste ces derniers n'ont même pas protesté alors qu'il est manifeste que la direction grignote de plus en plus les droits les plus élémentaires des travailleurs.

Unis à la base et dans l'action, luttons contre la dictature des patrons ! Rejetons les syndicats traitres ! Tous au Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

Tous ensemble nous vaincrons ! Créons et renforçons les comités de bases et le Conseil ouvrier !

LYON (Paris-Rhône)

Paris-Rhône est une grande entreprise, mais une grande entreprise d'exploitation où un petit nombre d'actionnaires s'approprient le fruit du travail de plus de 3 000 travailleurs par l'intermédiaire de quelques centaines de directeurs, sous-directeurs... agents de maîtrise de toutes sortes dont l'unique rôle est de tirer le maximum du travail des ouvriers. Car à la vue des chiffres de production et des bénéfices que l'on suppose, on comprend bien la confiance des actionnaires. Et ce qui est appelé pudiquement par la réaction « croissance », « expansion », ça veut dire pour nous cadences, fatigue, maladies nerveuses. Car si la productivité par ouvrier depuis 1950 s'est multipliée par 6, ça n'est pas dû seulement aux progrès techniques mais aussi à la plus grande intensité du travail (3 fois plus, parfois, qu'il y a quelques années).

C'est sans doute ce que les auteurs d'un article publié dans « Le Progrès de Lyon » appellent « participation dynamique du personnel ».

Tout cela, ce serait le prix de la compétitivité de la société Paris-Rhône. Cette compétitivité, c'est l'affaire du patron et non la nôtre. Devons-nous nous résigner à faire les frais de la lutte de régimes que se mènent les capitalistes entre eux ?

Or, le 17 juin, de nouveaux délégués au Comité d'Entreprise ont été élus. Que faut-il en attendre ? Rien de plus que les anciens. Ils n'ont pas défendu par le passé la santé des travailleurs en faisant respecter les lois les plus élémentaires de sécurité, ni organisé la lutte contre les cadences.

Depuis la reprise de juin 1968, il faut travailler encore plus vite.

LA PLUME A NOS LECTEURS ET DIFFUSEURS...

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnez-vous...

C.C.P. « HUMANITÉ ROUGE », n° 3026-72 Centre La Source
B.P. 134, Paris-20*

NOM

PRENOM

ADRESSE

5 F pour 10 numéros

20 F pour 6 mois

40 F par an

40 F pour 6 mois

80 F par an

120 F par an

abonnement-vacances

abonnement ordinaire

abonnement de soutien

abonnement pour l'étranger

(par avion)

Chers Camarades,
Vous y aurez mis le temps mais c'est enfin venu. Vos trois derniers numéros (15, 16 et 17) sont excellents. Cependant, il vous reste encore une possibilité d'erreur. Cette possibilité c'est de ne pas recueillir l'ensemble des articles qui dénoncent si pertinemment le trotskisme dans une brochure que nous pourrions ensuite diffuser massivement. Même si le trotskisme n'est pas un problème important pour la classe ouvrière, il est un problème urgent pour l'ensemble des étudiants marxistes-léninistes et des autres étudiants progressistes. De plus, si un jour le trotskisme commençait à gagner une petite fraction de la classe ouvrière, nous serions prêts. Encore une fois, camarades, ne commettez pas l'erreur de laisser ces excellents articles se disperser dans l'oubli.

Il nous faut cette brochure.

Félicitations.

Souhaits de rétablissement à Raymond Casas.

Un lecteur.

Camarades,
Nous vous écrivons pour critiquer la manière dont H.R. a jusqu'ici engagé la lutte idéologique contre les gauchistes. Cette lettre a été discutée dans le cercle et s'appuie sur notre expérience à la faculté.

Nous pensons que la politique d'H.R. vis-à-vis des trotskistes et des anarchistes est juste. Dans la situation politique actuelle, l'obstacle principal est le révisionnisme et non le gauchisme, cependant il est nécessaire de combattre sur les deux « fronts » et fermement. On ne peut se contenter d'attaquer les révisionnistes sans combattre aussi les idées réactionnaires des anarchistes et des trotskistes, d'autant plus que ceux-ci par leur opportunisme ou leur inconscience laissent les masses sous l'influence du P. C. F. et ne leur permettent pas de prendre conscience du révisionnisme. Cette attitude est parfaitement juste et particulièrement dans le mouvement étudiant où les gauchistes ont une grande influence, car elle seule nous permettra d'en conquérir la direction, de l'entraîner dans la lutte aux côtés du prolétariat.

Aussi devons-nous combattre vigoureusement les idées anarchistes et trotskistes d'autant plus que beaucoup de gauchistes sont des révolutionnaires sincères.

« Dans les universités, on peut trouver toutes les formes déjà connues du trotskisme, de l'anarchisme, du révisionnisme, de social-démocratie, le tout se considérant comme sincèrement révolutionnaire, représentés par des jeunes qui veulent effectivement et sincèrement un changement révolutionnaire de la société. » (Texte de Tirana H.R. 14.)

... (Suivaient les critiques annoncées)... puis ce P.S. : Nous sommes très contents du numéro 15 car il répond exactement à nos critiques. Nous envoyons quand même celles-ci car elles s'appuient sur notre travail en milieu étudiant.

Le cercle Humanité Rouge de la Faculté de Droit (Assas)

Dans l'ensemble, le journal est très bien rédigé, mais pourquoi faut-il que presque dans chaque numéro se glisse l'article, la phrase ou tout simplement le mot qui abîme tout le reste.

Je m'explique. Nous ne devons pas oublier que notre journal s'adresse à des marxistes-léninistes convaincus, c'est vrai, s'adresse aussi à des ouvriers, des intellectuels et aussi à des membres du P. C. F. et à des gens influencés par celui-ci, à des gens qui ont encore beaucoup d'attachement sentimentale à ce parti.

Et tous ces ouvriers, tous ces camarades ne partagent pas notre point de vue.

Notre tâche essentielle est de les convaincre à notre cause.

Camarades, croyez-vous convaincre les sympathisants du P. C. F. en leur disant que le visage de Duclos est bouffi par des années de trahison (fin de l'article de la page 8 du numéro 15 de l'H.R.).

Modestement, je vous donne mon point de vue. De pareilles aneries sont tout simplement un handicap pour celui qui frappe à une porte et propose le journal.

Parce qu'au numéro suivant il faut affronter le camarade trompé par les révisionnistes qui lui disent et lui répètent que nous sommes des inconscients ou des salopards.

Et ce camarade qui est encore très attaché au P. C. F. ne se rappelle souvent plus que de cette phrase aussi inutile, car ce n'est pas le visage bouffi ou non qui est le critère d'un révolutionnaire.

Il y a trop souvent de pareilles énormités dans votre journal.

C'est vrai qu'il faut attaquer les révisionnistes pour leur arracher l'influence qu'ils ont sur la classe ouvrière, mais c'est vrai que nous n'y arriveront qu'en démontrant à l'aide des faits et non des mots que ce sont des « traîtres ». Encore un mot qui est juste, mais dont, je pense, il ne faut pas trop employer.

Chers Camarades,
Nous estimons que l'Humanité Rouge relève, elle aussi, de la loi universelle de la contradiction : l'aspect positif l'emporte largement sur l'aspect négatif (quelques analyses pas très claires sur les trotskistes aujourd'hui). Mais nous ne sommes absolument pas d'accord avec d'autres marxistes-léninistes de Toulouse qui ont estimé « opportuniste » le tract-appel aux adhérents de base du P. C. F.

Au contraire, il est pour nous magistral. Ceux qui l'ont eu l'ont bien accueilli et nul doute qu'il n'ait été dans toute la France une arme pour s'unir à la base ouvrière saine du P. C. F. et pour isoler ses dirigeants qui sont tous félons.

Nous sommes absolument contre les méthodes des comités H.R. qui consistent à « épiler » pendant des heures l'éditorial de l'H.R. de la semaine ! Et que dire de la méthode qui consiste à ce qu'un groupe d'intellectuels marxistes-léninistes décident de but en blanc, en grands seigneurs, que des articles du genre de l'Appel déjà mentionné, ne conviennent pas pour mener l'action contre le révisionnisme sous prétexte qu'il serait selon eux « opportuniste » ! C'est faire preuve d'un manque total de confiance dans les rédacteurs de

La trahison des dirigeants du P. C. F. nous devons faire en sorte que les ouvriers la découvrent eux-mêmes.

A nous de savoir publier les faits qui montrent où sont les vrais révolutionnaires.

Que peut répondre un révisionniste quand nous lui disons que nos camarades indonésiens sont massacrés avec des armes soviétiques ?

Que peut-il répondre quand nous lui citons la mort au combat de notre camarade Pedro Vasquez, secrétaire du P.C. M.L. de Colombie ?

Il ne répond rien pour la bonne raison que le plus souvent il ignore ces faits. A partir de ces faits concrets, quelque chose se déclenche en lui, il commence à se poser des questions.

Et c'est pour ça que les dirigeants du P. C. F. nous calomnient, nous traitent de tous les noms, quand ils ne vont pas jusqu'à l'agression pure et simple.

Pensez un peu comme ils jubilent les bonzes, quand certaines phrases maladroites et parfois gauchistes se trouvent dans notre journal. Il ne manquent pas de le donner comme preuve de ce qu'ils avancent à leurs militants...

Un ouvrier maçon.

... A la suite de discussions, il nous est apparu nécessaire d'avoir dans H.R. un article de fond sur le problème des travailleurs portugais et une analyse théorique et historique du révisionnisme.

Conscients que ce travail ne peut uniquement dépendre de vous, nous suggérons que soit lancé, à tous les cercles intéressés ou particulièrement bien placés pour étudier le problème des travailleurs portugais par exemple, un appel leur demandant de vous envoyer un article, une analyse de ces problèmes...

Comité H.R. d'Antony.

L'H.R. qui savent pratiquer l'auto-critique et qui ont une expérience bien plus solide que la leur de la lutte pour le communisme. Il est nécessaire et c'est même un devoir que nos camarades donnent leur point de vue.

Il n'est pas juste qu'ils se comportent dans l'action en grands seigneurs qui ne font pas confiance à leurs dirigeants éprouvés sur le plan national.

Discutait moins et agit plus ! Réfléchir aussi à la peine qu'ont prise les camarades pour faire le tract qu'ils ont contesté et l'argent perdu pour rien ainsi que les adhérents de base du P. C. F. qui n'ont pu ainsi être touchés. N'est-ce pas faire preuve à leur égard de sectarisme dont leurs dirigeants se frottent les mains !

Nous condamnons également la prise de parole au meeting de Krivine au nom des cercles H.R. de Toulouse. N'est-ce pas là faire preuve d'un plat opportunisme auprès des dirigeants trotskistes et entretenir le mythe malsain colporté par l'Humanité révisionniste : les trotskistes, les marxistes-léninistes et les anarchistes, dans le même sac !

Salutations communistes de marxistes-léninistes de Toulouse.

Lettre de camarades Libanais

Chers camarades,

Après avoir lu le n° 13 de notre porte-parole « l'Humanité Rouge », nous avons constaté quelques fautes dans l'article « LE PEUPLE LIBANAIS SOLIDAIRE DE LA REVOLUTION PALESTINIENNE ».

— Le texte, en premier point, accuse le premier ministre « Rachid Karamé » et projette sur lui toute responsabilité des affrontements sanglants.

Nous, en tant que marxistes-léninistes, de nationalité libanaise, nous refusons cette accusation, nous ne sommes pas contre Rachid Karamé seul, nous sommes contre la couche bourgeoise qui tient le pouvoir et à laquelle Karamé appartient, nous accusons cette bourgeoisie et nous luttons contre elle et contre son propriétaire, l'impérialisme mondial.

— D'autre part, le texte parle du pipeline de Haïfa en 1948, qui « fut coupé par les Arabes en état de guerre avec Israël », c'est-à-dire, l'article reconnaît l'Etat d'Israël même avant sa création. Nous espérons que ces petites, mais essentielles fautes seront corrigées.

Pour cela, et pour mieux expliquer la situation au Liban « deuxième base impérialiste au Moyen Orient », nous avons fait une petite étude du Liban actuel.

Un groupe de M.L. de nationalité libanaise.

RAPPEL HISTORIQUE

La grande bourgeoisie exploite le peuple libanais en se servant des divisions établies par l'impérialisme (diverses couches ethniques et sociales, etc.), opposées entre elles artificiellement par l'impérialisme.

• En 1840, émeutes religieuses : la communauté chrétienne soutenue par la France contre la communauté musulmane par l'Angleterre. Mais le peuple libanais qui est dans sa majorité paysan (60%) ne s'est jamais laissé prendre à ce jeu-là.

• En 1860, révolution paysanne pour abolir le servage.

Après cette révolution, le Liban est transformé en soit-disant « état indépendant ». Cinq pays « seulement » dirigent et nomment le gouverneur (toujours étranger), à savoir : France, G.-B., Turquie, Russie et Autriche.

• 1^{er} mai 1916, pendaison de nationalistes par la Turquie.

• 1925, formation du « Grand Liban » qui revient à la France avec la Syrie (accord de « Sikes-Picot »).

• 22 novembre 1943, fin du protectorat français. « Indépendance ».

• 1948, guerre contre le partage de la Palestine par les Sionistes. Echec.

La bourgeoisie vend des terres libanaises aux Sionistes (Assaad et Salam dont les fils se taillent la part du lion au pouvoir).

• 1958, révolution populaire soutenue par la R.A.U. Intervention de la 6^e flotte américaine, l'armée sioniste est en état d'alerte. Parachutistes anglais en Jordanie.

Dès lors, le mouvement populaire n'a jamais cessé d'exprimer ses vrais revendications révolutionnaires anti-impérialistes : grèves, manifestations...

LE VRAI VISAGE DU LIBAN

Certains prétendent que le Liban développe. Qu'en est-il réellement ? Le Liban des 100 familles ; 5% y tiennent le pouvoir. Dans le Liban à infrastructure de papier, la misère règne partout sauf dans Beyrouth et le centre où se trouvent les hôtels luxueux et gratte-ciel ; Beyrouth et le centre sont les vitrines multicolores ri-

chement décorées et soignées pour le tourisme.

Une mission française s'est attachée à étudier l'économie et la société libanaise, et a bien dévoilé le vrai visage du Liban. celui où « Tout est noir sauf les rues » (tout est obscur car il n'y a pas d'électricité mais les rues ne sont pas goudronnées) et où « les fleuves passent au-dessus des ponts et non en-dessous ».

Dans les villages libanais, on vit comme au 18^e siècle. On ne peut trouver ni l'électricité ni l'eau, les voies d'accès n'existent pas. Signalons que la régie libanaise d'électricité appartient à un grand bourgeois, « Pierre el Khour » jusqu'en 2004 !

L'éducation, le problème capital d'un pays « moderne », est presque nulle. Beaucoup de villages n'ont même pas d'écoles primaires. Leurs enfants sont obligés de faire plusieurs kilomètres pour assister aux cours (sinon qu'ils aillent travailler avec leurs parents). Beaucoup de grandes villes n'ont pas de classes terminales (statistique 1958 : 1 professeur pour 350 élèves). A ces difficultés entretenues par la bourgeoisie s'ajoutent celles des étudiants obligés d'aller à l'étranger (10 000 pour une population de 2 000 000).

La bourgeoisie libanaise avec l'aide impérialiste sait bien affaiblir la combativité de la population. En effet : il y a très peu d'usines, celles-ci sont de faible importance et font une faillite artificielle, quand le niveau de combativité des ouvriers est considéré comme dangereux.

L'éducation, l'économie, l'industrie ne sont pas les seuls problèmes libanais. La bourgeoisie a arraché les terres aux paysans : 2% de la population détient 44% des terres fertiles. De plus, pour augmenter encore ses revenus, elle s'est accouplée avec l'impérialisme mondial.

La Régie Française des Tabacs est l'un des plus grands propriétaires fonciers, bien que les paysans cultivant le tabac forment la majorité des paysans libanais.

Voilà le Liban, deuxième base impérialiste au Moyen Orient (après l'état sioniste) dont le pouvoir appartient à 100 familles, soit 5% de la population, alors que 55% n'ont pas les moyens de manger une fois par jour.

L'armée : le pouvoir au service de l'impérialisme, ayant l'armée dans ses mains, en a fait un outil docile de répression des

masses populaires et non de défense du territoire libanais (structure réactionnaire, réservée aux bourgeois et aux arrivistes). Lors de l'agression sioniste sur l'aéroport de Beyrouth aucune réplique n'a lieu malgré la présence d'aéroports militaires à 250 mètres, 60 km et 90 km. Mais contre les manifestants, les travailleurs, les étudiants, elle se conduit en « héros » : 24 morts...

Les partis de droite et d'extrême-droite sont légaux, tous ceux de gauche interdits (sauf le P.S.P. correspondant à l'aile droite de la S.F.I.O.)...

Le Parlement existe pour la forme. Le président de la République et le gouvernement ne peuvent être mis en place sans la permission des ambassadeurs U.S., anglais et français.

AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Israël n'est pas le seul ennemi des peuples arabes, leurs régimes réactionnaires le sont aussi. Les conflits entre Israël et les bourgeoisies arabes ne sont que le fait de contradictions inter-impérialistes ou d'un complot impérialiste visant à diviser pour mieux régner. Les véritables ennemis des impérialistes sont bien les peuples arabes qui prennent de plus en plus conscience de leur exploitation et qui sont de plus en plus déterminés à briser cet état de fait. Seule la résistance palestinienne peut s'opposer réellement à Israël (qui menace d'annexer le sud du Liban jusqu'au nord de Tyr).

La résistance palestinienne montre le chemin de la libération des peuples arabes, y compris du peuple libanais.

Aider les Palestiniens, c'est défendre efficacement le Liban et détruire la structure de l'Etat réactionnaire libanais ; c'est pourquoi la bourgeoisie libanaise s'oppose résolument au peuple palestinien et aux mouvements révolutionnaires libanais.

A BAS LA BOURGEOISIE LIBANAISE !
A BAS LA STRUCTURE REACTIONNAIRE DE « L'ETAT D'ISRAEL » !

VIVE LES MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES LIBANAIS !

VIVE LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN !

A BAS L'IMPERIALISME !

Contribution à l'analyse du problème de la propriété foncière

SUR LE FRONT DE LA LUTTE IDÉOLOGIQUE

La lettre du camarade paysan de l'Hérault à l'Humanité Rouge (n° 17) témoigne du malaise croissant de la paysannerie française. La crise agricole loin de se résorber va en s'aggravant ; la surproduction est quasi générale (pour l'instant le secteur de la viande reste seul déficitaire) et les cours restent stagnants. La situation est particulièrement sérieuse dans la mesure où la crise, loin d'être cantonnée à la France, s'inscrit dans un contexte mondial.

Les débouchés sont partout fermés ; la guerre des marchés s'intensifie et par voie de conséquence les contradictions inter-impérialistes se renforcent ; le marché commun agricole s'en trouve ainsi particulièrement secoué.

Cette crise n'est pas nouvelle mais elle a pris un caractère particulièrement aigu (en partie du reste à la suite de la tempête révolutionnaire de mai). Le camarade Jurquet a bien analysé dans son livre comment gouvernement et révisionnistes ont réussi à briser la troisième vague révolutionnaire « avant même qu'elle ne déferle ». Les mesures prises alors par E. Faure s'inscrivent dans l'ensemble des mesures que la bourgeoisie monopoliste prend pour se concilier les bonnes grâces des petits producteurs paysans. Pour la bourgeoisie monopoliste, la politique de soutien des prix est à la fois un moyen d'éviter que la situation ne devienne explosive à la campagne et une prime offerte à ses alliés les gros agrariens. Cependant les contradictions fondamentales du système capitaliste ne peuvent pas être supprimées tant que ce système existe. Soutenir les cours pour pallier aux effets de la surproduction ne peut finalement qu'aggraver la surproduction. En effet, la production n'étant déterminée ni dans le cadre d'un plan qui la fixe en regard des besoins des masses à satisfaire, ni par le mécanisme pur des lois du marché (baisse de la production par la baisse des prix) la surproduction ne peut aller qu'en augmentant. C'est ce qui s'est du reste produit. Quel est le résultat de tout cela ?

D'une part, les cours restent stagnants, d'autre part, cette politique coûte de plus en plus cher au pouvoir des monopoles. Comme l'écrivait le commentateur du journal bourgeois « Le Monde » : « Le coût du soutien des marchés agricoles s'est aggravé à ce point ces derniers mois qu'il peut compromettre à terme l'expansion industrielle de la communauté ». La contradiction est devenue si aiguë que même ceux qui ont bénéficié le plus directement de cette politique, les gros agrariens de la F.N.S.E.A. en sont venus à préconiser un changement. Ça ne peut pas durer éternellement ainsi, il faut trouver autre chose.

Cet autre chose n'est pas entièrement nouveau. Il s'agit de la « réforme de structure » chère au C.N.J.A. depuis déjà plusieurs années et qui a reçu un début d'application sous la forme du remembrement et des S.A.F.E.R. C'est le deuxième volet de la politique agricole du pouvoir.

Jusqu'à présent, il avait la deuxième place : l'essentiel du budget du Ministère de l'Agriculture allait au soutien des cours (les sommes consacrées aux « réformes de structures » étaient relativement maigres en comparaison) ; seulement voilà ! Maintenant tout le beau monde bourgeois est bien obligé de constater que le soutien des cours devient de plus en plus ruineux, sans qu'on soit sûr de calmer la colère et les inquiétudes de la masse des paysans pauvres et moyens.

La bourgeoisie envisage de couper la poire en deux. Se rallier les paysans aisés et la fraction supérieure de la paysannerie moyenne, sacrifier une large fraction des paysans pauvres et des paysans moyens. Il faut bien diminuer la note. Comment cela ? En pratiquant une nouvelle politique agricole, où cette fois, les « réformes de structures » auraient la première place. Un grand nombre de mesures prises ou envisagées par Boulin vont dans ce sens : qu'il s'agisse de la réforme du crédit agricole (les prêts à faible taux d'intérêt ne sont accordés que s'ils sont accompagnés d'une étude économique prouvant la rentabilité de l'investissement), de la révision de certaines dispositions de la loi d'orientation de 1962 concernant les cumuls d'exploitation (1), de l'indemnisation Viagère de Déplacement, dont l'Humanité Rouge a déjà parlé (voir n° 14).

LE PLAN MANSCHOLT

Il s'inscrit dans la même perspective. Il vise à diminuer le coût du soutien des cours par la limitation de la surproduction : exode de millions de petits paysans, mise hors de culture de millions d'hectares, création d'exploitations agricoles rentables selon les critères du marché capitaliste, stabilisation (ou même baisse) des cours des produits agricoles. Pour calmer la colère paysanne, pour « humaniser » la ruine des petits exploitants agricoles, il parle d'indemnité aux agriculteurs âgés ou de formation professionnelle pour les jeunes.

Certains bourgeois reconnaissent que le plan Mansholt ne résoudra pas la crise de surproduction ; à quoi sert de limiter la surface agricole si on crée en même temps des exploitations à grand volume de production ?

Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi le gouvernement français a montré des réticences vis-à-vis du plan Mansholt ; qu'on se rappelle les déclarations de Boulin : « Le plan Mansholt n'est

pas ma bible » ou celle de Debré : « Un document parmi d'autres ». C'est non seulement pour se ménager la fraction la plus cupide et la plus bête des gros agrariens, les producteurs de blé de l'A.G.P.B. qui avaient catégoriquement affirmé : « Toute idée de baisse du blé doit être rejetée » ; c'est surtout pour éviter que la situation à la campagne ne devienne explosive. Il faut ruiner les paysans efficacement mais pas « trop vite ». Pompidou a affirmé à plusieurs reprises au cours de sa campagne électorale que l'ordre social dépendrait en grande partie de la survie des petits producteurs indépendants.

A) L'ATTITUDE DE LA BOURGEOISIE

Pour opérer sa réforme de structure, la bourgeoisie doit résoudre le problème de la terre ; c'est une question qui se pose pour elle à deux niveaux :

— d'abord, bien sûr, il faut éliminer la petite propriété des exploitations non rentables. La terre des paysans ruinés est récupérée par les S.A.F.E.R. et attribuée aux gros agrariens (ou même aux capitalistes de l'industrie ou du commerce).

Cependant, il faut bien constater aussi que c'est l'existence même de la propriété foncière (indépendamment de sa surface) qui est une entrave au développement du capitalisme. Marx l'explique longuement dans une section du capital consacrée à la rente foncière.

La propriété foncière empêche les capitaux de circuler librement ; contrairement à ce qui se passe dans l'industrie le taux de profit des capitalistes agricoles n'est pas ramené au taux de profit moyen. En résumé, on peut dire que par rapport au capital avancé le capitaliste de l'agriculture retire plus de plus-value que son collègue de la ville, ceci du fait du retard technique de l'agriculture sur l'industrie ; s'il n'est pas propriétaire de la terre, il doit céder cet excédent de plus-value sous forme de rente foncière au propriétaire terrien.

D'un point de vue strictement économique, la bourgeoisie aurait intérêt à la nationalisation de la terre. Celle-ci aurait pour résultat d'abolir la rente absolue donc de diminuer le prix des produits agricoles (et celui de la force de travail de la classe ouvrière) et d'augmenter les possibilités de placement des capitaux.

Pourquoi donc la bourgeoisie pousse-t-elle de petits cris plaintifs et indignés lorsqu'on parle de nationalisation de la terre. Marx l'a déjà expliqué (2). C'est, d'une part, parce qu'une large fraction d'entre elle a acquis la propriété de la terre sur laquelle elle a investi son capital.

D'autre part, la nationalisation de la terre, ça pourrait donner des idées à la paysannerie pauvre. Pourquoi en effet s'arrêter à la terre et pourquoi ne pas nationaliser le capital des grandes exploitations capitalistes ?

La bourgeoisie envisage plusieurs moyens pour tourner l'obstacle de la propriété foncière sans l'abolir. La petite bourgeoisie rurale représentée par le C.N.J.A. propose par exemple de constituer de petites sociétés d'investissements fonciers qui concéderaient à une ou plusieurs entreprises agricoles la jouissance du fonds. Cela permettrait aux petits capitalistes de l'agriculture d'investir leur argent dans du matériel productif au lieu de l'immobiliser dans l'achat de la terre.

Par ailleurs, Boulin a proposé que les S.A.F.E.R. aient désormais la possibilité de louer les terres qu'elles achètent ; dans la mesure où le prix de la terre a augmenté ces derniers temps, beaucoup plus vite que les fermages, une telle mesure représente une limitation du rôle de frein de la propriété foncière dans le développement du capitalisme.

B) LA POSITION DES REVISIONNISTES SUR LE PROBLEME DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Le programme agraire du P.C.*F. de 1964 prévoyait une réforme agraire dont voici les grandes lignes :

— Remise en vente de toutes les terres achetées par les non-professionnels de l'agriculture ; dans le point 3, cette mesure est étendue aux exploitants agricoles capitalistes. « Les terres ainsi rendues disponibles seraient attribuées en vue d'agrandir ou de constituer des exploitations familiales. » Cette position a été bien résumée par Waldeck-Rochet : « Il faut donner la terre de ceux qui en ont trop à ceux qui n'en ont pas assez ».

Constatons d'abord que par rapport au programme de la Libération, il y avait un recul : on ne parlait plus de confiscation mais de rachat ; certes Engels et Marx ont fait remarquer qu'il pourrait être plus avantageux pour le prolétariat lors de la prise du pouvoir de procéder au rachat plutôt qu'à la confiscation mais ils ajoutaient que cela dépendrait du degré de résistance des propriétaires.

Remarquons surtout que le P.C.*F. voulait ainsi développer le capitalisme à reculons : pas question de créer des exploitations collectives gérées par les travailleurs (premier pas dans la construction du socialisme) ; il fallait seulement augmenter le nombre des petits patrons.

Cette position absurde et réactionnaire, le P.C.*F. l'a abandonnée dans son programme de 1968 pour en

adopter une autre un peu moins absurde mais un peu plus conséquemment bourgeoise.

Le P.C.*F. maintenant ne veut effrayer personne, [pas même les monopoles puisque Perceval va jusqu'à écrire dans un numéro d'Economie et Politique : « Dans la démocratie véritable, le rythme des nationalisations des industries-clefs monopolistes... peut-être plus ou moins lent, plus ou moins progressif. » (Economie et Politique : avec les paysans pour une agriculture non capitaliste, p. 218)]. Le P.C.*F. propose maintenant la « démocratisation des S.A.F.E.R. », façon de laisser tomber sa « réforme agraire ». Il maintient, certes, « l'interdiction des cumuls au-delà de l'échelle familiale, la revente des exploitations acquises récemment par des capitalistes étrangers au pays ou à la profession » (le P.C.*F. veut donc favoriser les capitalistes français par rapport aux capitalistes étrangers, et les capitalistes ayant acquis depuis longtemps de la terre par rapport à ceux qui viennent de l'acquérir, mais il renvoie à une deuxième étape qu'il entend laisser très hypothétique « une réforme agraire limitant la propriété à une dimension rendant impossible l'existence de grandes propriétés capitalistes ». Le P.C.*F. se présente stratégiquement comme le défenseur zélé du petit capital, et tactiquement à être un plus rusé démagogue que l'Etat des monopoles.

En résumé, on peut dire du programme agraire du P.C.*F. :

— qu'il ne porte aucunement atteinte aux intérêts déjà constitués des capitalistes de tout poil ayant acquis des terres (la réglementation sur les cumuls inscrite dans le programme apparaît comme purement formelle lorsqu'on connaît le sens et la portée que le P.C.*F. veut lui donner) ;

— qu'il favorise la paysannerie aisée (dans la concurrence, celle-ci l'emporte sur la paysannerie pauvre) ;

— qu'il entretient toutes les illusions propres aux petits producteurs sur le maintien de la petite propriété parcellaire. C'est un programme qui vise seulement à ralentir le développement du capitalisme. Il est tout à fait réactionnaire.

LES POSITIONS DU P.S.U. SUR LE PROBLEME DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Les solutions préconisées par le P.S.U. tournent presque toujours autour de la question régionale. Ainsi Jacques Nalterre dans un article de Tribune socialiste (13 février 1969) consacré aux problèmes agricoles revendique la « socialisation de la terre (l'exploitation étant distinguée de la propriété, celle-ci étant remise à des sociétés coopératives régionales ». Il s'agit en somme d'une municipalisation de la terre. On retrouve là toutes les ambiguïtés du P.S.U. Il s'agit une fois de plus de grignoter le pouvoir central par le pouvoir local. Ces positions ne sont pas nouvelles ; Lénine a longuement combattu les propositions mencheviques de municipalisation (dans le « programme agraire de la social-démocratie »). Il soulignait avec force que la municipalisation avait pour fonction principale de masquer la nécessité de la prise du pouvoir. Lambert, membre du P.S.U. et dirigeant dans la F.N.S.E.A. malgré ses airs gauchistes, se plaît d'ailleurs à imaginer de nouvelles réformes de structure qu'à mobiliser les paysans pauvres dans une perspective révolutionnaire.

LA POSITION DES MARXISTES-LENINISTES

Engels écrit dans la « question paysanne » : « En ce qui concerne la grande propriété, tout est très simple ; là, il ne s'agit pas de scrupules quelconques. Nous voyons devant nous des masses de prolétaires agricoles, ce qui rend très clair notre devoir. Dès que notre parti est au pouvoir, il n'a qu'à expropriar les grands propriétaires, tout comme les grands industriels. » Ce texte se suffit à lui-même ; les choses sont en effet très claires.

En ce qui concerne les petits paysans, « il n'existe pas de pire service que nous puissions [leur] rendre... que de faire des déclarations éveillant même l'impression que notre intention est de maintenir de façon durable la propriété parcellaire. » Seulement les communistes, tout en aidant les paysans à se grouper en coopératives, n'utiliseront jamais la violence vis-à-vis d'eux. Ils leur laisseront un temps de réflexion comme petits exploitants s'ils le désirent.

A court terme, il est possible de revendiquer une large expansion des S.A.F.E.R. à condition qu'elles n'aient pour fonction que de louer des terres aux paysans pauvres. Cette revendication immédiate a l'intérêt de battre en brèche partiellement la propriété foncière. (Elle va dans le même sens que la lutte pour la diminution des fermages des petits fermiers.) Nous nous démarquons aussi des révisionnistes qui revendiquent la location-vente des terres acquises par les S.A.F.E.R. et qui se mettent ainsi à la remorque des éléments les plus arriérés politiquement de la paysannerie.

Le problème de la nationalisation de la terre sur laquelle travaillent les petits paysans reste posé. D'une part, il est vrai que la propriété de la terre est ressentie de plus en plus comme une entrave ; les paysans pauvres en sont les premiers conscients : l'achat de terre mange l'argent qu'il pourrait consacrer à améliorer leur appareil productif.

D'autre part, la force idéologique de la propriété foncière n'est qu'entamée. Le travail de propagande des communistes à la campagne reste largement à faire. Comme le disait Lénine, il nous faut « arracher de nos campagnes les fleurs imaginaires qui les parent » (Ce que sont les amis du peuple, p. 161).

(1) En principe les commerçants et les industriels ne pouvaient acquérir par les S.A.F.E.R. qu'une surface de terre limitée. Cette disposition ne s'appliquait pas aux capitalistes agricoles ; les rapatriés d'Algérie ont raflé ainsi les meilleures terres du Languedoc.

(2) Dans l'« Histoire des Doctrines économiques ».

Après la lâche agression contre Raymond Casas

Sous la protection de plusieurs dizaines de travailleurs marxistes-léninistes, sympathisants, cégétistes adhérents de base du P.-C., chrétiens, Raymond Casas a distribué, il y a près de quinze jours, à la sortie de l'usine Air-Equipement de Blois (groupe D.B.A.), le tract que nous publions ci-après.

Plus de 100 ouvriers de cette usine, où il travaille, ont adressé une lettre au Procureur de la République et à la presse pour dénoncer l'acte criminel du social-fasciste Moreau, homme de main aux ordres du Parti « Communiste » Français.

Lecteurs de l'Humanité Rouge, amis et camarades, écrivez à votre tour à ce Procureur de la République à Blois (Loir-et-Cher) pour exiger la juste condamnation de celui qui a porté trois coups d'un objet tranchant au visage de Raymond Casas (voir H.R., n° 15).

Faites connaître partout aux militants de base du parti révisionniste, l'acte criminel ordonné par les dirigeants révisionnistes contre un militant ouvrier marxiste-léniniste, alors qu'ils ne font absolument rien contre les fascistes du C.D.R., S.A.C. et autres groupes de choc réactionnaires. L'Humanité Rouge.

AUX TRAVAILLEURS D'"AIR-ÉQUIPEMENT"
A L'OPINION PUBLIQUE

Une nouvelle campagne électorale vient de se terminer, les professionnels de la politique daignent enfin laisser les esprits au repos. Officiellement, chacun est invité à croire qu'il a accompli son « devoir », qu'il a remporté une « victoire » ou un « succès » brillant.

En réalité, nous avons assisté, impuissants et désarmés, à une mauvaise comédie, organisée par les hommes du grand capital, de la grande finance, jeu politique honteux, organisé à l'avance entre tous les dirigeants des partis, qu'ils soient au pouvoir ou qu'ils jouent à l'opposition respectueuse.

Durant plus de 15 jours, nous avons vu 7 personnages s'agiter devant les téléspectateurs, la main sur le cœur, au nom de la Démocratie, de la Liberté, et même l'un d'eux (Krivine), au nom de la Révolution. Sinistre comédie ! En ce qui concerne ce dernier personnage, il détenait son « mandat » devant le Conseil Constitutionnel, des signatures de députés, conseillers généraux et maires U.D.R., sociaux-démocrates et réactionnaires, et s'arrogeait le droit de parler « en notre nom », c'est-à-dire au nom des organisations interdites par le pouvoir (12-6-68). Pendant que durait cette comédie, une répression impitoyable s'abattait sur les militants ouvriers sincères, et sur les groupements de jeunes universitaires ; des centaines de licenciements eurent lieu « en douceur ».

Citoyens, relisez votre histoire, aucun régime n'a jamais changé avec des bulletins de vote, ou uniquement avec des bulletins de vote, ce qui revient au même. Les élections sont toujours en faveur de ceux qui les organisent, c'est-à-dire en faveur de la classe au pouvoir, et ceci sous tous les régimes. Dans notre régime actuel, les élections ont ceci de commun avec le P.M.U., c'est que les organisateurs et les bénéficiaires en sont les mêmes : les Rothschild (dont Pompidou n'est qu'un commis), et les 200 familles.

Le peuple français fut le premier peuple du monde moderne à adopter le suffrage universel pour désigner les élus du peuple ; mais ne put le faire qu'après avoir accompli sa révolution. Révolution qu'il dut recommencer trois fois pour instaurer et consolider la république bourgeoise.

Un siècle est peu de chose au regard de l'histoire, et il est bien normal que notre peuple reste attaché à cette tradition électorale, car le peuple dans sa grande masse, malgré les trahisons et les dupes dont il est toujours victime, reste toujours d'une étonnante sincérité, d'une étonnante honnêteté.

Mais, direz-vous, faut-il rejeter à jamais le suffrage universel ? Absolument pas ! Nous ne sommes pas des anarchistes ! Nous sommes persuadés au contraire que ce qui fut bon pour notre peuple à certains moments de son histoire, peut redevenir bon. A notre avis, tout dans la nature et par conséquent dans l'histoire des hommes est contradictoire. Une mauvaise chose peut se transformer en bonne et vice-versa. La première condition pour que « le vent tourne » en faveur du peuple, c'est l'union à la base de tous ceux qui ne vivent que du fruit de leur travail, de tous ceux dont le travail fait vivre la société : ouvriers, paysans travailleurs, travailleurs intellectuels, chercheurs, artisans, petits commerçants, tous ceux qui ont des intérêts identiques et un dénominateur commun : le travail.

Cela suppose beaucoup de sincérité, le libre échange permanent des idées, opinions et philosophies, la préservation du droit sacré de la liberté de pensée et d'expression. La recherche permanente de la vérité, qu'elle soit politique, sociale ou scientifique. Le libre débat contradictoire entre travailleurs manuels et intellectuels, entre ouvriers et paysans, entre classe ouvrière et classes moyennes, entre croyants et non-croyants. Cela suppose la volonté de briser les barrières qui séparent et opposent les hommes en une multitude de classes antagonistes. Cela suppose la volonté de forger un homme nouveau tel que le voyaient déjà les précurseurs du socialisme.

« Un homme, disait Marx, qui, se retournant sur son passé, ne se reconnaît plus lui-même ». Car il aura par cette révolution de l'esprit, débarrassé l'humanité des grands fléaux que sont les crises économiques, les misères, les guerres.

C'est ce que nous, communistes marxistes-léninistes, nommons à travers le monde la Révolution Culturelle ; car nous pensons que le degré de développement actuel de l'humanité permet d'aborder ces principes.

Nous sommes des utopistes, disent beaucoup. Bien. Mais alors, posez-vous la question : pourquoi la police du pouvoir capitaliste nous arrête-t-elle par dizaines et perquisitionne nos domiciles ? Pourquoi notre courrier est-il ouvert ou détourné ? Pourquoi sommes-nous surveillés mieux que les plus grands criminels ?

Tout cela bien entendu se passe en silence, sans bruit, comme une chose tout à fait « naturelle ». En réalité nous sommes déjà (en ce qui nous concerne) en régime fasciste, et tous les hauts dirigeants des appareils de partis nous vouent une haine mortelle car notre philosophie reflète tel un miroir leur mauvaise conscience.

L'auteur de ces lignes est un ouvrier de Blois, apprenti à 15 ans, communiste à 18, cité à 19, électeur à 20 ans par dérogation spéciale, candidat de son parti aux législatives à 30 ans, etc. Ses idées lui valent de vivre en permanence sous la menace de mort (3 attentats en 3 ans). Mais il se trouve qu'il préfère ce sort que de renier ses idées ; la chose n'est pas nouvelle ni unique en ce bas monde, l'humanité n'avance que laborieusement vers sa libération définitive ; les grandes étapes de cette libération humaine n'en sont point les élections, mais les sacrifices qu'il faut consentir à l'ignorance, à la haine, à la part de négatif que nous traînons derrière nous tel un boulet.

C'est pourquoi nous considérons qu'il est parfaitement honorable de mourir pour ses idées. Par contre, il nous paraît répugnant de tuer par fanatisme, et celui qui commet un tel crime, quel que soit le drapeau qui le protège, creuse inévitablement la tombe de sa cause. C'est à cela que devrait réfléchir André Moreau, et surtout ceux qui ont guidé son bras le 29 mai 1969.

Le crime fasciste a ceci de caractéristique, c'est qu'il est toujours accompli avec une bonne conscience, comme une action « salutaire », que ceux qui le commettent justifient leur action par référence à « l'intérêt collectif », à l'intérêt du « Parti » ou à l'intérêt de la race.

Toutes les idéologies, même les meilleures, dévoyées de leur but, peuvent aboutir au fascisme ; le fait n'est pas nouveau non plus. Avant cette dernière guerre 1930-1940, une partie importante du prolétariat allemand et italien passa au fascisme. N'oublions jamais que le triste Mussolini fut l'un des secrétaires du Parti Socialiste Italien, et qu'en France des Laval, Déat, Doriot, furent des « chefs » socialistes et communistes à l'origine.

Aujourd'hui, toute une fraction des partis « communistes » sur pression de Moscou passe au social-fascisme sur une vaste échelle, pactisant avec les gouvernements capitalistes d'une part, et d'autre part utilisant des méthodes de terreur et de répression sauvages, morales et physiques, contre leurs camarades restés fidèles à la doctrine marxiste-léniniste. En France, en Belgique, en Italie, en Tchécoslovaquie, en U.R.S.S., et ailleurs, des centaines de nos camarades influents se retrouvent soit « suicidés » ou « accidentés », soit simplement défigurés en signe d'avertissement ; l'arme préférée employée par les « exécutants » est en général un manche de lime dans lequel est encastrée une lame de scie.

Mais, direz-vous, la police et la justice savent toutes ces choses ? Bien entendu, mais le régime capitaliste est trop heureux que les choses se déroulent ainsi, son travail de répression s'en trouve d'autant allégé.

Mais alertez la presse, disent les naïfs ! Rassurez-vous, nous le faisons : pour le dernier attentat bloisais, un communiqué de presse a été envoyé à l'A.F.P. Silence absolu, c'est tout ; les consignes sont bien données. La « grande presse » de droite, de « gauche » ou du centre reste muette, car toute la grande presse est financée par les trusts, les banques d'affaires, par la publicité en or des grandes sociétés ; la presse est muselée.

Notre seul recours est celui de l'opinion publique, nous adresser au peuple par de tels appels ; encore faut-il être aidé, connu, écouté et compris, cru surtout, car tout cela ressemble trop à un mauvais roman de la série noire. Cependant ceci est la stricte vérité.

Encore une fois, citoyens, camarades, frères ou amis, relisez votre histoire. Vous y verrez que toute idée nouvelle a été persécutée, qu'elle a toujours attiré contre elle toutes les foudres de tous les horizons... avant d'être adoptée par ses plus acharnés persécuteurs, bien entendu. Il en sera sans doute ainsi durant fort longtemps, aussi longtemps que l'humanité n'aura pas atteint l'âge de raison. Cela dépend de chacun d'entre nous. Nous sommes tous concernés.

En terminant, nous voudrions nous adresser à nos « camarades » assassins - amateurs - en - puissance » pour leur dire ceci : vos coups et le sang versé ne prouvent rien, votre haine non plus. En ce qui nous concerne, vous soulevez en nous un grand sentiment de pitié et aussi, et c'est cela l'essentiel, une plus grande certitude dans la justesse de notre cause, un plus grand courage pour continuer notre chemin.

RIEN N'ARRÊTERA NOTRE COMBAT POUR LES IDÉES MARXISTES-LÉNINISTES.

POUR LA CESSATION DE L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME.

POUR LE SOCIALISME.

Pour les travailleurs marxistes-léninistes de Blois, Raymond CASAS.

NIXON A BUCAREST

NOUVELLE AGGRAVATION
DES CONTRADICTIONS
INTER-RÉVISIONNISTES

La récente annonce de la visite de Nixon en Roumanie, en août prochain, a provoqué bien des commentaires dans le monde entier, sauf à Bucarest et à Moscou, tout au moins à l'heure où ces lignes sont écrites. Un tel mutisme est compréhensible. Que signifie, en effet, au premier abord, une telle visite, sinon un nouvel approfondissement des contradictions inter-révissionnistes.

La Tchécoslovaquie a été envahie pour moins que cela. Mais la différence de traitement entre Roumanie et Tchécoslovaquie a pour cause essentielle, la détermination du peuple roumain de résister à toute agression du social-impérialisme russe et de ses laquais.

Ceci posé, il est bien évident que l'invitation de Nixon à Bucarest ne renforce pas, mais au contraire, affaiblit la cause de la résistance nationale de la Roumanie au social-impérialisme russe. Elle désoriente les masses révolutionnaires dans le monde et, sans aucun doute, en Roumanie même. Nixon en Roumanie, c'est le renard dans le poulailler. Elle permettra, éventuellement, aux dirigeants révisionnistes russes et autres de tromper leurs peuples et « justifiera » d'avance toute intervention du social-impérialisme russe dans ce pays. En outre, il ne fait aucun doute que pour Nixon comme pour son prédécesseur Johnson, la Roumanie, comme la Tchécoslovaquie, font partie du champ d'action du social-impérialisme russe. Y mener des intrigues, est une chose : la complicité n'exclut pas les manœuvres. Mais il est illusoire d'espérer que Nixon lèverait le petit doigt pour s'opposer à une action russe en Roumanie. Après tout, Brejnev-Kossyguine ont été, pour leur part, très respectueux de la détermination des impérialistes de s'agripper par tous les moyens, y compris la force (cf. St-Domingue, Thaïlande, Indonésie) à leur propre sphère néo-coloniale. Mais quelles que soient les conséquences graves de la politique des dirigeants révisionnistes roumains, il reste que l'élément essentiel de la situation, c'est la volonté du peuple roumain de ne pas voir son pays devenir une seconde Tchécoslovaquie. De ce point de vue, la visite de Nixon n'apparaît que comme un élément secondaire et circonstanciel.

Et, de même que les révolutionnaires de tous les pays sont solidaires des peuples d'Amérique latine en lutte contre l'impérialisme yankee, de même ils soutiendront toute résistance populaire au social-impérialisme russe, partout où elle viendra à se manifester et notamment en Roumanie. Et si la Roumanie tendait à se soumettre à l'impérialisme américain pour se soustraire au social-impérialisme soviétique, nous dénoncerions tout autant cette honteuse politique contraire aux intérêts du peuple roumain.

Quant aux supputations de divers milieux réactionnaires concernant une « approche » de la Chine populaire « par Roumanie interposée », nous rappellerons que depuis les accords de Genève de 1954, des contacts réguliers sino-américains ont lieu à Varsovie, au niveau des ambassadeurs. Ils suffisent d'autant plus que l'impérialisme américain persiste dans sa politique anti-chinoise.

Même si, avec vingt ans de retard, il se résignait enfin à « reconnaître » l'existence de la Chine Populaire, il n'y aurait nul besoin pour cela, d'envoyer Nixon à Bucarest ou ailleurs.

En vérité, ceux qui bavardent sur un prétendu rapprochement Pékin-Washington avouent par-là même quelle est leur peur secrète : ils sont terrorisés à l'idée d'une faille dans la politique américano-russe d'encerclement de la Chine populaire.

Au demeurant, au moment même où la prochaine visite de Nixon en Roumanie était annoncée, une autre nouvelle tombait. Elle est passée inaperçue, mais elle est pourtant significative. Le 26 juin, un cargo soviétique, le premier depuis dix-neuf ans, a touché un port des U.S.A., en l'occurrence Seattle (sur la Côte Ouest).

Son chargement : neuf cents tonnes de titane, métal stratégique par excellence puisqu'il est indispensable pour la fabrication des avions à réaction.

D'un côté, Brejnev et Cie livrent aux impérialistes yankees de quoi fabriquer des bombardiers (les livraisons précédentes ont été effectuées de façon moins voyante, à l'aide de navires de pays tiers). De l'autre, pour conserver leur masque « communiste », ils livrent aux Vietnamiens quelque matériel anti-aérien. Il faut ce qu'il faut !

De tels faits ramènent à leur juste (et nulle) valeur les prétentions des dirigeants révisionnistes de Moscou de s'ériger en gardiens du socialisme.

Les fournisseurs russes du Strategic Air Command n'ont aucun droit — sauf celui du plus fort — de s'immiscer dans les affaires des autres pays en invoquant un tel prétexte. C'est ce qu'il faut plus que jamais expliquer patiemment à chaque communiste honnête encore membre du P.-C.-F., à chaque travailleur.

On ne défend, certes, pas le « socialisme » en invitant Nixon la peste à l'heure où ses envoyés sont chassés de partout. Mais on le trahit tout autant en livrant aux impérialistes U.S. de quoi poursuivre leur politique d'agression et de massacres.

DERNIERE MINUTE :

Non seulement les révisionnistes ne peuvent plus supporter la discussion publique — faute d'arguments politiques —, mais ils ont peur des masses, prêtes à protéger nos camarades.

Dimanche 6 juillet, un fort commando de navires révisionnistes ont attendu qu'un groupe de camarades quittent leur lieu de diffusion de l'Humanité-Rouge (marché Blanqui, Paris-13^e), pour les attaquer dans un endroit désert. Plusieurs camarades ont été blessés.

Cette provocation de style fasciste va encore accroître les contradictions au sein du P.-C.-F., entre militants honnêtes et éléments révisionnistes.

Que tous nos camarades redoublent de vigilance, et d'ardeur à arracher la classe ouvrière à l'emprise d'un « P.-C.-F. social-fasciste » !